

(1)

(N° 350.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 12 JUIN 1920.

Projet de loi sur le séquestre et la liquidation des biens ennemis ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Le projet de loi sur le séquestre et la liquidation des biens ennemis est l'aboutissement des mesures instaurées par :

l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 organisant la déclaration et la mise sous séquestre des biens ennemis se trouvant sur le territoire national.

l'arrêté royal du 18 avril 1919, complétant cet arrêté, et visant son exécution.

la loi interprétative du 20 août 1919.

Il est la mise en exécution d'une des clauses du traité de Versailles : l'article 297.

Les dispositions antérieures, relatives à la déclaration et à la mise sous séquestre étaient d'ordre conservatoire et préparatoire, de législation purement interne et unilatérale.

Elles continuent à subsister. Elles devront être appliquées comme loi de police et de sûreté aux biens qui auraient échappé à cette mesure.

Avec le projet qui est soumis au Parlement nous entrons dans une phase nouvelle : celle de liquidation générale. Seuls des actes de liquidation partielle avaient été jusqu'ici autorisés ; et chacun d'entre eux était justifié par des considérations particulières (Voir circulaire du 13 mars aux Procureurs généraux, concernant la gestion des biens et intérêts ennemis, placés sous séquestre *Bulletin de documentation écon.*, suppl., p. 16).

Une liquidation générale doit avoir pour complément l'attribution du produit des biens liquidés.

(1) Projet de loi, n° 67.

(2) La section centrale, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. Wauwer-mans, Soudan, Duysters, Meysmans, Van Limburg Stirum, Vandevyvere.

D'où deux questions d'ordre distinct :

Faut-il liquider les biens des sujets ennemis se trouvant en Belgique?

Sur ce point, constatons-le, il y a unanimité complète et on ne comprendrait pas qu'il en puisse être autrement.

Mais faut-il remettre aux anciens propriétaires le produit de ces biens ou bien agir ainsi que le prévoit le Traité?

Ici des divergences ont surgi, des scrupules ont agité certains esprits. (Voir *Journ. des Trib.*, 8 février 1920, col. 24).

Ils sont à l'honneur de notre esprit national qui entend, dans ses règlements de comptes avec l'Allemagne, bannir tout ce qui aurait le caractère de represailles ou de vengeance, et ne s'écarter en rien des principes supérieurs de la Justice et du Droit.

Quel est donc, en ce qui concerne la présente matière, le système du Traité de Versailles?

Les Puissances alliées ou associées se sont réservé le droit de retenir et de liquider tous les biens, droits et intérêts appartenant à la date de mise en vigueur du Traité à des ressortissants allemands ou à des sociétés contrôlées par eux sur leur territoire ou leurs colonies (art. 297 b).

Le produit net des liquidations de biens, droits et intérêts ennemis ou qu'ils aient été situés, faites soit en vertu de la législation exceptionnelle de guerre, soit en vertu de la faculté de liquidation, seront portés au *crédit de la Puissance* dont le propriétaire est ressortissant, par l'intermédiaire de l'Office de vérification et de compensation (id. h. 1°).

Les produits des liquidations des biens, droits et intérêts ennemis seront pris en charge par les Offices dans la monnaie de la Puissance intéressée au change d'avant guerre et affectées à indemniser les intéressés (art. 296, 4°).

L'Allemagne s'engage à indemniser ses ressortissants en raison de la liquidation ou de la retention de leurs biens, droits ou intérêts en pays alliés ou associés (id. i).

Ces dispositions doivent être mises en relation avec l'institution des *Offices de vérification et de compensation* à constituer dans chacun des pays et qui ont pour mission de régler les dettes et créances réciproques de leurs sujets :

Chacune des Hautes Parties contractantes sera responsable du paiement des dettes de ses nationaux (art. 296b).

Les sommes dues aux ressortissants d'une des Puissances par les ressortissants d'une Puissance adverse seront en conséquence portées au débit de l'Office de vérification et de compensation du pays du débiteur et versées au créancier par l'Office du pays de ce dernier (id. c).

L'Office créancier payera aux particuliers créanciers les sommes portées à son crédit en utilisant à cet effet les fonds mis à sa disposition par le Gouvernement de son pays (annexe de l'art. 296, § 9).

Le traité a été signé par toutes les Puissances alliées et associées. Il a été accepté par l'Allemagne. Ses dispositions constituent des engagements réciproques, et c'est au bénéfice de l'une d'entre elles qu'on nous demanderait de renoncer — sauf à supporter seuls les effets de cette renonciation — en nous invitant à reconnaître qu'elle consacrerait une injustice...

Le fait de la main mise par l'État, sur le produit des liquidations des biens ennemis serait-il donc, ainsi que certains l'ont affirmé, contraire aux principes de droit constitutionnel? Viole-t-il des principes de justice supérieure?

En ce qui concerne la première question, on peut répondre avec certitude : La disposition de l'article 128 n'est pas absolue; une loi peut toujours y déroger : « Tout étranger, qui se trouve sur le territoire de la Belgique, jouit de la protection accordée aux personnes et aux biens, *sauf les exceptions établies par la loi* ».

Le droit d'aubaine et de détraction n'a pas été aboli de par le fait de l'adoption de la Constitution.

« La loi peut établir des exceptions » et, dans l'espèce une loi est intervenue : celle approuvative du Traité.

Elle est intervenue d'accord avec le gouvernement allemand.

Certains contestent, il est vrai, à ce gouvernement le droit de pouvoir disposer des biens de ses nationaux se trouvant à l'étranger, faisant à cet égard au Traité un procès que les intéressés eux-mêmes n'ont point songé à diriger.

La réponse peut être fournie d'après les principes généraux du droit et ceux du droit public allemand.

Les nationaux d'un État restent soumis au droit de cet État en vertu de leur statut personnel en quelque endroit qu'ils se trouvent. Lorsqu'un État stipule, c'est au nom de l'universalité des personnes qui le constituent. Elles ne dépouillent pas les liens de leur allégeance, aussitôt qu'elles franchissent les frontières de l'État. Sans doute l'État voisin, en vertu de son *imperium*, peut se refuser à reconnaître les lois d'un État voisin, et à cet égard on peut dire qu'un État ne peut disposer de la propriété de ses nationaux dans un autre État. Mais si l'État dont ils ressortissent peut leur imposer des obligations grévant leur patrimoine, comment pourrait-on taxer d'injuste qu'une autre Nation accepte les conséquences de cette charge?

On a été jusqu'à invoquer que nous ne pourrions admettre la clause d'attribution à l'État, parce qu'elle constituerait une disposition de confiscation, ou d'expropriation sans indemnité, et que notre Constitution s'y oppose.

On doit tout d'abord constater que le Traité prévoit l'indemnisation, et que l'objection manque de base en fait.

Mais nous serions fort mal venus à vouloir appliquer ici la Constitution belge à des ressortissants allemands, alors que la Constitution allemande proclame en termes explicites des règles qui auraient permis à ce gouvernement d'aller bien au delà de ce qui a été inscrit dans le Traité, et de souscrire même un régime de main mise sans indemnité.

Elle stipule en effet :

« La propriété est garantie par la Constitution. Son contenu et ses » limites résultent des lois.

» Il ne sera procédé à expropriation que pour le bien de la généralité, et » en vertu de dispositions législatives. Elle aura lieu contre juste indemnité, » à moins qu'une loi d'Empire ne dispose autrement. En ce qui concerne le » montant de l'indemnité, la voie des tribunaux ordinaires devra rester

» ouverte en cas de contestation, à moins que les lois d'Empire ne disposent
 » autrement. L'expropriation dont use l'Empire à l'égard des pays, com-
 » munes et syndicats d'utilité publique ne peut avoir lieu que contre
 » indemnité.

» Propriété oblige. Son usage doit être en même temps un bienfait pour
 » l'intérêt général. »

(Constitution de l'Empire allemand du 11 août 1919, art. 153.)

Le Traité de Versailles dans lequel le gouvernement allemand a souscrit à la liquidation des biens de ses nationaux est donc bien conforme au droit public du Reich.

Renoncer à l'attribution à l'État belge du produit des liquidations serait renoncer à un droit reconnu en notre faveur. Nous indemniserions les Allemands au lieu et place de l'Allemagne, et ce aux frais de nos nationaux...

Car il est à observer que cette renonciation diminuerait d'autant le fonds à l'aide duquel le traité prévoit que nous sommes tenus de payer pour compte de l'Allemagne ses dettes à nos nationaux.

Est-il certain que nous pourrions recouvrer ce déficit, et à quel rang, dans le règlement final des réparations.

Ce serait donc, en dernière analyse, venir en aide à des sujets ennemis, à l'aide de nos propres fonds, et là où l'Allemagne a cru que cette mesure serait inutile — aboutir peut-être à un emprunt forcé à charge des Belges pour maintenir intact le capital ennemi...

Nous manquons de précisions — et la chose se conçoit — relativement au montant des avoirs des ressortissants allemands en Belgique, mais on peut sans crainte de sous-évaluation admettre un chiffre d'environ huit cents millions.

Qui soutiendra que sous peine de forfaire à la Justice, il faut renoncer à ce gage ?

*
* *

Étant donné, que rien ne s'oppose à l'adoption du principe de liquidation, dans quelle mesure, vis-à-vis de qui, comment doit-elle se poursuivre ?

L'article premier du projet vise :

les ressortissants allemands ;

les sociétés contrôlées par des ressortissants allemands.

Ces termes comprennent les personnes physiques et juridiques : « les
 » sociétés, associations ou succursales de toute nature ayant une nationalité
 » ennemie ou fonctionnant fictivement en Belgique, sous le couvert de
 » la loi belge, ou de la loi d'un pays allié ou neutre, tous établissements
 » quelconques, qu'ils aient ou qu'ils n'aient pas la personnalité civile. »
 (Arrêté-loi du 10 novembre 1916, art. 2, 5°.)

Les ressortissants d'un État sont les citoyens d'une nation, soumis à celle-ci par des liens d'allégeance, s'y rattachant par la jouissance des droits et la prestation des devoirs correspondants qui confère dans un pays la nationalité (Cour de Liège, 30 avril. *Pas.* 1919, II 69).

L'on pourrait — si l'on ne craignait d'énoncer une vérité trop simpliste — dire que « sont ressortissants allemands tous ceux qui n'ont pas cessé de l'être... »

Il est très aisé de reconnaître quand une personne a, ou a eu, la nationalité allemande. Il suffit de se placer au regard de la loi allemande.

Mais il est un problème particulièrement ardu — à raison de la mentalité particulière à l'Allemagne — celui de déterminer quand un Allemand d'origine a cessé d'être Allemand.

La législation du *Reich*, la doctrine et la pratique administrative sur la perte de la nationalité, sont à cet égard particulières.

En vertu de l'article 17 de la loi allemande du 22 juillet 1913 sur l'acquisition et la perte de la nationalité, la nationalité allemande se perd :

- 1) Par congé de nationalité ou dénationalisation ;
- 2) Par l'acquisition d'une nationalité étrangère ;
- 3) Par le refus de satisfaire aux obligations militaires ;
- 4) Par décision des autorités ;
- 5) Par la légitimation d'un enfant naturel par un étranger ;
- 6) Par le mariage d'une allemande avec un étranger.

Dans la loi du 1^{er} juin 1870 (Art. 13), la perte par acquisition d'une nationalité étrangère (2 ci-dessus) était remplacée par la perte résultant d'un séjour non interrompu de plus de dix ans à l'étranger sans immatriculation à un consulat allemand.

Le système nouveau (loi Delbruck) supprime ce mode de dénationalisation, et prive, en principe, de sa nationalité l'Allemand qui acquiert volontairement une nationalité étrangère.

Les autres causes de pertes de nationalité par effet de la loi de 1870 étaient les mêmes que celles prévues par la loi de 1913.

Ce régime a engendré de nombreux cas de *heimatlosat* — c'est-à-dire la situation d'une personne dépouillée de sa nationalité d'origine sans en avoir acquis une autre ; — car ces lois sont en effet susceptibles d'engendrer la suppression de l'allégeance primitive, avec ou sans création d'une autre allégeance.

Tel apparaît le cas des Allemands atteints par la loi de dénationalisation qui n'ont point sollicité le bénéfice d'une nationalité nouvelle par voie de naturalisation.

Aux termes de la loi allemande la nationalité se perd par établissement à l'étranger, ou par acquisition d'autre nationalité. Il semblerait donc aisé de distinguer les ressortissants allemands des non ressortissants, il paraîtrait juste de considérer tous les *heimatlosen* comme non ressortissants, si nous ne trouvions devant cette restriction que la loi allemande, donne et permet de retenir :

Un Allemand d'origine, à ne considérer que les termes de sa législation propre, peut prétendre qu'il a cessé d'être ressortissant sans devoir justifier d'une option ou d'une naturalisation quelconque, et c'est ainsi que nombre d'Allemands de cette catégorie ont invoqué la loi de 1870 pour se mettre à l'abri ou être relevés d'une procédure de séquestre.

Si en règle générale la naturalisation à l'étranger entraîne, en vertu des articles 17 et 28 de la loi Dubruck, la perte de la nationalité allemande, il n'en est pas ainsi si la demande a été faite avec le consentement préalable des autorités allemandes compétentes (art. 25, al. 2). En tel cas, le naturalisé possède encore sa nationalité d'origine.

« La législation allemande, avant et après la loi du 22 juillet 1913, a toujours eu pour trait caractéristique de permettre à l'Allemand, dénaturalisé en apparence, de conserver sa nationalité d'origine, moyennant l'accomplissement de certains actes, dont le contrôle échappe aux autorités étrangères. C'est ainsi que, dans le système de la loi de 1870, le séjour à l'étranger pendant dix ans entraîne en principe la dénaturalisation, mais cesse cependant de produire cet effet si l'intéressé, pendant le cours du délai, a fait en Allemagne un voyage, même accidentel ou de pur agrément, ou s'est fait immatriculer dans un consulat allemand. C'est ainsi encore que la loi du 22 juillet 1913, associant cette fois les autorités allemandes au mensonge international qu'elle organise, décide que l'Allemand qui acquiert volontairement une nationalité étrangère, conserve sa nationalité d'origine moyennant une simple autorisation administrative. » (Cfr. GAUDEMET, *Revue trimestrielle du droit civil*, 1919, p. 104. — WEIL, La double nationalité en droit allemand avant et après la loi du 22 juillet 1913. *Rev. droit intern. privé*, 1916, p. 142.)

La Cour de Leipzig par son arrêt du 26 janvier 1906, a décidé « qu'en cas de séjour prolongé pendant dix ans à l'étranger, le juge doit présumer la conservation de la nationalité allemande, à moins que toute hypothèse d'interruption de délai par un voyage en Allemagne ou par l'immatriculation au Consulat, ne soit exclue en fait. »

D'autre part, la doctrine allemande enseigne que « le principe suivant lequel la naturalisation en pays étranger entraîne la perte de la nationalité existante appartient au droit français. » GEORGE MEYER, *Lehrbuch des deutschen Staatsrechts*, § 79.

On se souvient de la prétention des autorités allemandes — au cours de l'occupation — de pouvoir incorporer dans les rangs de leur armée sans violer l'article 43 de la Convention de La Haye — certains jeunes gens nés de parents allemands sur le sol belge, et ayant acquis la nationalité belge par voie d'option ou de naturalisation.

Aussi la Cour de Paris a-t-elle décidé par arrêt du 28 février 1918 (*Gaz. du Pal.* 5 juillet 1918) qu'un Allemand d'origine doit, pour se prétendre dénaturalisé en France, prouver non seulement l'existence d'un des faits auxquels sa loi d'origine attache la perte de la nationalité, mais aussi de la non réalisation des circonstances qui, d'après la même loi empêchent cet effet de se produire — et en l'absence de cette preuve a débouté un demandeur des fins de son instance.

C'est à tort que l'on confondrait deux questions qui ne sont pas nécessairement liées l'une à l'autre, en ce qui concerne la matière qui nous intéresse : l'*heimatlosat*, et la perte de la nationalité primitive.

Certaines décisions judiciaires ont déclaré que, dans la conception moderne du droit, toute personne doit posséder une nationalité déterminée et qu'à défaut d'avoir acquis une nouvelle nationalité, elle continue à être soumise à l'ancienne.

Sans entrer dans la discussion de cette controverse d'école, nous constatons que, par l'article 297 du Traité de Paix, l'Allemagne s'engage à indemniser ses ressortissants en raison de la liquidation ou de la rétention de leurs biens, droits ou intérêts en pays alliés ou associés. Or, l'Allemagne ne peut faire des stipulations que pour ceux qu'elle reconnaît comme étant ses sujets.

Si le terme « ressortissant » comprenait nécessairement les anciens Allemands, qui ont réellement repudié leur ancienne nationalité, sans en acquérir une nouvelle, qui sont de *vrais heimatlosen*, la loi — qui est une loi réglant la situation vis-à-vis des sujets allemands — serait beaucoup plus sévère pour ceux-ci que pour les sujets de l'Allemagne qui ont le droit d'être indemnisés. Ils n'auraient rien à prétendre ni des Alliés ni de leur ancienne patrie.

La seule question qui nous intéresse, c'est celle de savoir si un Allemand d'origine a ou non dépouillé sa nationalité ancienne; qu'il ait ou non acquis une autre nationalité, qu'il soit *heimatlos* ou naturalisé Belge, Anglais, Argentin, etc. Un individu dépourvu actuellement de toute nationalité peut avoir cessé d'être Allemand, de même qu'un autre peut être resté Allemand bien qu'ayant acquis en apparence une autre nationalité.

Il serait injuste que le premier soit atteint par la loi et que le second puisse y échapper.

Le congé de nationalité, la naturalisation ne sont que des éléments de nature à être pris en considération, dans la recherche d'un seul fait : la perte effective, réelle, définitive de la nationalité.

Dans les conditions où le problème se présente, il est donc indispensable — étant donnée la législation particulière à l'Allemagne — de considérer comme ressortissants allemands, les Allemands d'origine qui ne justifieront pas avoir dépouillé complètement et définitivement la nationalité allemande.

La loi du 25 octobre 1919 sur les options de patrie va bien au delà lorsqu'elle exclut du bénéfice de la loi de 1909 les ex-ressortissants des Puissances ennemies qui ne prouvent pas avoir acquis une nationalité (voir art. 1^{er}, 2^o de la dite loi).

Comment cette preuve de répudiation pourra-t-elle être faite : Elle devra résulter d'un ensemble de faits manifestant clairement la volonté de répudier de façon absolue sa patrie pour vivre sous les lois d'une autre.

Cette preuve trouvera sans doute des fondements très solides dans la production du congé de nationalité, de l'obtention de la naturalisation dans un autre pays. Mais ce ne sont là que des faits extérieurs.

Ils devront se compléter par des éléments révélant l'intention certaine d'abandonner l'Allemagne sans esprit de retour (comparez ancien art. 17, 3^o du code civil).

Cette preuve complémentaire ne résultera pas nécessairement d'un établis-

sement commercial, d'une déclaration de résidence, mais pourra être déduite de l'attitude extérieure : si un Allemand d'origine naturalisé belge ou « sans patrie » a donné des preuves non équivoques de son attachement à notre sol ; s'il a fourni le service militaire — sans invoquer l'*heimatlosat*, — si lui-même ou ses fils ont servi dans les rangs de notre armée, cette attitude, ces services rendus pendant la guerre à nos nationaux malheureux, fourniront des éléments certains d'appréciation.

La preuve de fait devra compléter ce qui n'avait peut-être que les apparences du droit.

Mais en tous cas cette preuve devra être fournie par celui qui demandera à être relaxé du séquestre ; elle devra l'être de la même façon qu'elle était exigée du Belge qui avait autrefois à démontrer son établissement à l'étranger sans esprit de retour.

« *Il est impossible que pour l'ennemi qui cherche à secouer le fardeau de semblable obligation, la loi belge se soit montrée moins exigeante ; et qu'en se prêtant, en tous cas, à l'exécution pure et simple de l'article 21 de la loi de 1870 sans exiger de justification complémentaire, notre droit ait considéré comme ayant cessé d'être Allemand et comme n'étant pas soumis au séquestre, un individu qui aurait habité pendant dix ans ininterrompus la Belgique, même si cet établissement était un simple établissement commercial ; même s'il avait été fait animo redeundi.* » (J. M. *La mise sous séquestre des biens ennemis. Journ. des Trib.*, 1919, col. 688.)

On ne peut demander au Ministère public d'autre preuve que celle que la personne était allemande d'origine. (Brux., 28 juin 1919, B. J., col. 1541.)

En agir autrement permettrait de faire échapper au séquestre les innombrables Allemands qui ont pratiqué l'art du « camouflage » dans la matière de la nationalité.

Il faut également éviter d'atteindre injustement des *heimatlosen* qui n'ont plus rien de commun avec l'Allemagne, et qui en ont même été proscrits, et d'épargner ceux qui ont pratiqué l'hypocrisie des naturalisations.

C'est par application de la règle ci-dessus que la question de savoir ce qu'il faut entendre par ressortissant allemand, au regard de la présente loi doit être réservée dans les cas particuliers à la décision de l'autorité judiciaire.

Quant aux « sociétés contrôlées », il faut entendre, non seulement des institutions de droit privé allemand, mais aussi, « les sociétés constituées » fictivement sous le couvert des lois étrangères, lorsque les capitaux soumis au régime de l'association, appartenaient en majeure partie à des sujets de nations visées à l'arrêté-loi du 10 novembre 1918. (Voir loi interprétative du 20 août 1919.)

Quelle est la matière sujette à déclaration, mise sous séquestre et liquidation ?

Ce sont, cela va de soi, tous les biens que des personnes, soit physiques, soit ayant une individualité juridique posséderont dans la Belgique de 1914. La mise sous séquestre s'étend à l'ensemble de l'avoir social des sociétés.

Les biens séquestrés doivent se trouver en Belgique : si ce sont des biens meubles ou immeubles ils doivent être situés en Belgique; si ce sont des créances elles doivent être exigibles en Belgique; si ce sont des droits ils doivent être susceptibles d'être exercés en Belgique ou de Belgique.

La loi ne peut atteindre des avoirs qui ont été transportés ou se trouvent dans le pays ennemi. Une difficulté aurait pu surgir à cette occasion en ce qui concerne les actions au porteur dans les sociétés belges à raison de la controverse sur la nature des titres sociaux : constituent-ils des biens ayant une existence propre? Le titre a-t-il une nature substantielle différente de celle des autres créances (système allemand) ou bien est-il la représentation d'une créance (système français)?

La loi s'inspire du système français et le traité de Versailles a eu soin de préciser que les mesures de liquidation s'étendent nécessairement aux titres de sociétés détenus à l'étranger par des sujets ennemis, et qui n'auraient point fait l'objet d'aliénations régulières dans les conditions indiquées *in fine* de l'exposé des motifs.

Il est à noter, en effet, qu'aux termes du paragraphe 40 de l'annexe à la section IV du traité l'Allemagne est tenue de remettre à la Belgique dans un délai de six mois les titres de cette espèce se trouvant en mains de ressortissants allemands.

Ce texte tranchera la difficulté qui a surgi en ce qui concerne les polices d'assurances relatives à la personne du séquestré, quand ces dernières n'ont pas été données en garantie à des créanciers Belges alliés ou neutres.

L'article 41 de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 stipule que le séquestre n'est pas autorisé à payer ces primes d'assurance et d'autre part la plupart des contrats stipulés que la volonté personnelle de l'assuré est nécessaire pour le rachat.

Une circulaire du parquet général de Bruxelles en a déduit qu'on pouvait autoriser la restitution aux séquestrés de ces polices. Ce ne sont cependant pas des droits attachés à la personne et il n'est pas impossible de concevoir que la clause relative à la formalité de rachat est susceptible de fonctionner dans les mêmes conditions que si un assuré ordinaire avait été déclaré interdit.

Le projet de loi, énumère dans son article 2, ceux qui, ressortissants allemands d'origine doivent, de par des dispositions légales, contenues soit dans le traité de Versailles, soit dans des lois internes belges, être considérés comme ayant déjà dépouillé cette nationalité définitivement, ou qui sont en position de la perdre dans un certain délai. Comme conséquence de cette disposition, non seulement les biens des premiers ne peuvent plus être l'objet de séquestre, de liquidation, ou d'attribution, mais s'ils ont été l'objet antérieurement d'une telle mesure, celle-ci devra cesser immédiatement ses effets (voir art. 6 ci-après). Les biens des seconds ne pourront plus être l'objet que de mesures exclusivement conservatoires.

Les personnes ayant définitivement dépouillé la nationalité allemande, dénationalisées de par le Traité, sont celles qui ont obtenu *de par le Traité*

et de plein droit une nationalité de puissance alliée, associée ou neutre. Cet article exclut les Allemands d'origine qui obtiendraient une autre nationalité par voie de naturalisation, ou d'option consentie par une puissance neutre.

En ce qui concerne plus particulièrement la Belgique, le 2^o de l'article 2 concerne les Malmédiens et les Eupenois visés à l'article 33 du traité de Versailles, c'est-à-dire ceux qui sont établis sur les territoires cédés. Au contraire le 3^o du même article s'applique aux Malmédiens et Eupenois, établis en Belgique, antérieurement au 1^{er} août 1914, et qui font l'objet de l'article 4 de la loi du 23 octobre 1919.

Il n'est pas sans intérêt cependant de signaler qu'il n'existe pas de nationalité Malmédienne ou Eupenoise et que, dès lors, ces termes doivent s'entendre comme visant exclusivement ceux des habitants de ces régions qui sont destinés à devenir de par le traité ou la loi des sujets belges.

Ils ne sont donc pas susceptibles de s'appliquer aux ressortissants allemands qui se sont établis sur ces territoires après le 1^{er} août 1914 (art. 36 du traité) ni aux gens d'Eupen ou de Malmédy qui se sont établis en Belgique, à la suite de l'envahisseur, postérieurement au 1^{er} août 1914 (loi du 23 octobre 1919, art. 4, al. 3) ou en Allemagne ou ailleurs.

L'article 3 crée une différence de régime entre ceux qui acquerront de plein droit la nationalité belge en vertu du traité et ceux qui n'acquièrent cette nationalité qu'en vertu de la loi du 23 octobre 1919.

Les premiers, qui doivent aux termes du traité participer à un plébiscite, sont favorisés. Ils ne sont soumis à aucune des mesures prévues par la loi.

Les autres n'échappent pas, du moins provisoirement, aux mesures de séquestre et de déclaration; ensuite, s'ils restent Allemands, ils n'échapperont pas aux mesures de liquidation. Les mesures de faveur sont subordonnées à leur entrée dans la famille belge. On ne comprendrait pas, d'ailleurs, que des Allemands qui restent Allemands ou qui refusant volontairement la qualité de Belge, s'empressent de redevenir Allemands, échappent aux mesures de la loi. Il faut qu'on ait un moyen de les atteindre et c'est ce moyen que fournit l'alinéa dernier de l'article 3.

Sans doute, des circulaires du Département de la Justice ont prescrit aux Parquets la levée du séquestre aux Malmédiens, sans aucune restriction, et il peut apparaître que celles-ci mettent actuellement à l'abri de l'application de l'article 3 toutes les personnes comprises dans le 3^o de l'article 2 du projet de loi.

Il ne semble pas cependant qu'il faille consacrer par un texte conforme ces instructions, car l'on serait dans l'impossibilité d'atteindre les Allemands qui entendraient à tout prix rester ou redevenir Allemands.

Toutefois, il a été suggéré que l'on pourrait en atténuer l'application en supprimant l'alinéa final de l'article 3 : même amputé de cette phrase, il permettrait la mise sous séquestre et la liquidation des biens des Malmédiens qui, établis en Belgique, resteraient ou redeviendraient volontairement Allemands.

La commission a estimé que la légitimité des mesures proposées, étant reconnue, il ne convenait pas d'en énerver l'application par des exceptions qui lui enlèveraient la plupart de ses effets, et dont beaucoup ne peuvent invoquer « d'impérieuses raisons d'ordre public ou d'équité qui les justifieraient. »

Aux termes de l'article 4 du projet sont exclus, etc. « 1° Ceux qui sont » partie de la succession d'un ressortissant allemand décédé depuis le » 10 novembre 1918, lorsque cette succession, hormis la part revenant au » conjoint survivant, est dévolue en totalité à des parents en ligne directe » de nationalité belge. »

Pourquoi faire bénéficier uniquement les successions dévolues *en totalité* à des parents *en ligne directe* de nationalité belge ?

Cette disposition va directement à l'encontre de l'article 726, alinéa 4 du Code civil qui dit : « dans le cas de partage d'une même succession entre » des cohéritiers étrangers et belges, ceux-ci prélèvent sur les biens situés » en Belgique une portion égale à la valeur des biens situés en pays étranger » dont ils seraient exclus à quelque titre que ce soit en vertu des lois et des » coutumes locales. »

Au lieu de protéger les nationaux, le projet les dépouille en leur enlevant le bénéfice de la protection que le législateur a expressément voulu accorder à tous les Belges indistinctement.

Il suffirait pour éviter cette critique de faire dire à l'article 4, n° 1 : « Ceux » qui sont partie de la succession d'un ressortissant allemand décédé depuis » le 10 novembre 1918, lorsque cette succession, hormis la part revenant au » conjoint survivant, est dévolue en tout ou en partie à des successibles de » nationalité belge. Les parts pouvant revenir à des cohéritiers de nationa- » lité ennemie, seront placées sous séquestre. » Dans ces conditions, les successibles belges débattront avec le séquestre les contestations qui pourraient s'élever entre cohéritiers.

Aux termes de l'article 4 — 2° une femme d'origine belge, ayant épousé un allemand, continuant à résider en Allemagne, dont le mari ou les fils auraient combattu dans les rangs de l'armée ennemie, devenue allemande de cœur, et destinée à ne jamais recouvrer la nationalité belge, pourrait recueillir des biens qu'elle possède encore en Belgique, en disposer au profit de son mari ou de ces enfants.....

L'on peut sans doute se trouver devant la situation digne d'intérêt de femmes belges, qui ont contracté mariage avant la déclaration de guerre et qui pourraient un jour retrouver la nationalité belge par suite de la dissolution du mariage et d'un retour autorisé au pays. Cette situation est de nature à entraîner non pas la remise immédiate à ces personnes — et indirectement à des ressortissants allemands — de leurs biens mais des mesures propres à réserver l'attribution ultérieure et éventuelle de ces biens. Elles seront proposées à l'article 17.

L'exception visée par l'art. 4 n° se conçoit encore moins: Elle permettrait à un allemand — à moins qu'on ne puisse établir à sa charge des actes positifs d'hostilité, et quels que puissent être ses sentiments à l'égard de la Belgique

ou de ses alliés — de conserver ses biens, par ce qu'un des ses fils ou petits fils aurait servi « avec honneur » dans une des armées alliées — peut-être contre le gré du bénéficiaire... Et si d'autres de ses fils ont combattu contre nous?

Cette exception va à l'encontre du caractère personnel de la mise sous séquestre.

Le projet de loi crée encore une exception relative aux maisons habitées par des ressortissants allemands ayant résidé en Belgique pendant dix ans au moins sans interruption avant le 4 août 1914.

Il est à observer que, de deux choses l'une : ou bien cette habitation sans interruption aura fait perdre à cette personne sa qualité de ressortissant — et elle échappera au séquestre — ou bien elle a posé des actes positifs qui lui ont maintenu sa nationalité ou qui l'ont maintenu comme un étranger chez nous : Pourquoi lui accorder en tel cas cette faveur?

Et combien serait-il injuste de la réserver à ceux qui ont pu posséder en Belgique de grands immeubles à titre de propriétaires, alors que s'ils étaient locataires ils n'en jouiraient pas... Pourquoi ce régime de faveur pour la propriété immobilière allemande?

Il en résulte donc la nécessité de supprimer les 2°, 3° et 5° de l'article 4.

L'article 5 qui vise les mobiliers privés, doit évidemment être entendu dans le sens de meubles meublants de l'article 554 du Code civil, sans qu'on puisse comprendre par là tout ce qui est meuble, ni les collections. Ce ne peuvent être que les objets à l'usage personnel du séquestré et des siens, ayant un caractère intime.

Mais encore faut-il que celui qui bénéficiera de cette faveur n'ait point posé des actes hostiles à la Belgique. Formulé en termes généraux — comme il l'est — cet article permettrait aux espions, à ceux que nous avons retrouvés sous l'uniforme ou embusqués dans les *Kommandanturen* et les *Centralen* de rentrer en possession de leurs mobiliers. L'opinion populaire ne le supporterait pas.

La procédure de mise sous séquestre, liquidation, attribution doit avoir un caractère judiciaire. Elle doit être soustraite à l'action administrative. Tel doit être le principe directeur de ses opérations.

De ce que la loi nouvelle est la continuation des arrêtés actuellement en vigueur, il faudra s'en rapporter à la jurisprudence déjà établie. Les dispositions nouvelles ne font que préciser ou compléter les règles antérieures. C'est ainsi qu'il a paru convenable pour mettre fin à toute controverse, de préciser le droit du séquestré de demander la main levée du séquestre.

En ce qui concerne toutefois le sort des contrats d'assurance, il faut s'en référer aux dispositions particulières du Traité, qui dérogent d'ailleurs à la règle générale de l'annulation des contrats conclus entre ennemis (art. 299 et annexe § 8 et suivants).

Le règlement des droits actuels ou éventuels des assurés est indépendant de la présente loi. Les mesures d'exécution relatives à ce règlement relèvent

de la compétence de l'Office de l'assurance et de la Prévoyance sociale au Ministère de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement.

L'article 14 prévoit un droit de retention au profit de l'État.

Le terme générique *retenir* a été employé pour prévoir la double possibilité qui se présente en pareil cas : acquisition pour le domaine, ou réalisation dans les conditions prévues par les articles précédents du projet. Les biens sont *retenus* jusqu'à ce que l'État ait pris une décision à cet égard. Le but n'est pas de tenir la liquidation en suspens, mais de permettre à l'État de délibérer, avant d'acquiescer ou de faire liquider.

Il est clair que l'Administration des domaines ne devient séquestre que de la partie des biens effectivement retenus : le sens du 2^e alinéa de l'article 14 n'est pas douteux. Pour préciser il conviendrait d'ajouter le mot « retenus » dans l'alinéa 2 après les mots : « droits et intérêts ».

Retenir a pour but ultérieur d'acquiescer dans la mesure où l'acquisition semble conforme à l'intérêt public. Ce qui parmi les biens retenus ne sera pas acquis par l'État, sera liquidé par les Domaines, agissant en qualité de séquestre.

Les articles 9 à 16 règlent la procédure de liquidation. Rien n'est modifié aux pratiques actuelles sauf l'obligation de recourir à l'adjudication publique.

Toutefois ce ne pourrait être une obligation absolue. Il faut admettre la possibilité de déroger à la règle, et certains membres avaient même proposé de n'imposer ce mode de réalisation que si les biens à réaliser avaient une valeur supérieure à un minimum à déterminer.

La vente publique imposée dans tous les cas peut entraîner des frais considérables.

Le projet de loi organisait une commission consultative (art. 21) destinée à fonctionner aux côtés des présidents des tribunaux. La Section centrale a estimé qu'il n'y avait pas lieu de recourir à la création de ce nouveau rouage, et que l'on pouvait se confier à la prudence des présidents sous le contrôle des Cours d'appel.

Les articles 17 et suivants règlent l'attribution du produit des liquidations.

C'est ici que la Section centrale propose des mesures de bienveillance et de justice en faveur de certaines catégories de personnes qui dans la rigueur du droit seraient irrémédiablement lésées par la procédure de liquidation.

Il est à remarquer toutefois que ces indemnités ne peuvent être attribuées qu'à des personnes belges, qu'elles le soient ou le redeviennent.

La mission de contrôle des Parquets ne s'exercera évidemment que d'accord avec les conseils de discipline et l'on peut compter sur leur tact, la courtoisie et sur les bons rapports qui n'ont jamais cessé d'exister entre la magistrature et le barreau pour écarter tous facteurs de conflits et assurer le contrôle nécessaire d'opérations toujours délicates et parfois d'un intérêt considérable.

Quant à l'intervention des agents des domaines, elle ne s'exercera point

vis-à-vis des séquestres directement. Leurs devoirs seront déterminées par le Ministère public qui requerra leur concours. Dans l'exercice de cette mission, ils relèveront du Ministère public. C'est ce qui résulte du texte de l'article 20.

Les fonctionnaires des domaines désignés par le Ministère des Finances à la demande du Procureur général, sont investis d'une mission particulière. Ils sont qualifiés pour dresser à l'intervention des séquestres, les actes relatifs à la liquidation notamment les actes d'aliénation.

Sont authentiques aux termes de l'article 1317 du Code civil, tous actes reçus par des officiers publics ayant le droit d'instrumenter dans le lieu où l'acte a été rédigé et avec les solennités requises.

Un fonctionnaire agissant dans la limite de ses attributions donne l'authenticité aux actes qu'il dresse.

L'article 20 confère en l'espèce aux fonctionnaires visés, le droit d'instrumenter et par une conséquence nécessaire, le pouvoir de conférer l'authenticité.

Pour éviter tout doute, il suffirait de rédiger comme suit l'alinéa 3 de l'article 20 : « Ces fonctionnaires ont qualité pour dresser, à l'intervention des séquestres, les actes relatifs à la liquidation. »

Le fait que l'article 20 attribue au Ministère public le contrôle des séquestres, et que la procédure de séquestration constitue une mesure d'ordre général justifiée par des considérations d'ordre politique, explique que les séquestres n'ont point de comptes à rendre directement aux séquestrés et ne être peuvent poursuivis en responsabilité par ceux-ci à raison des fautes qu'ils auraient pu commettre dans l'exercice de leur mission : On ne peut évidemment admettre qu'une personne ayant rempli un mandat de justice puisse être exposée à des actions que le sequestré serait tenté à lui intenter dans un but de ressentiment ou de vexation. Cependant, comme tout mandataire, elle est tenue de la responsabilité de sa gestion et des fautes qu'elle a pu commettre.

Le projet de loi semble devoir être complété sur ce point. C'est au Ministère public, que le séquestre adressera ses comptes. Si celui-ci estime ne pouvoir les accepter, c'est au Président du tribunal qu'il appartiendra de statuer. Comme cette reddition de comptes peut entraîner l'appréciation des honoraires pro-mérités par les séquestres, il est convenable de prévoir que le Président du tribunal, pourra s'adresser aux conseils de discipline pour connaître leur avis au sujet des prétentions qu'il estimerait exagérées ou signaler à leur intervention les abus qu'il croirait établis.

L'article 22 n'a pas pour portée de valider les seuls actes de gestion et de disposition accomplis de l'assentiment du Ministre des Affaires Économiques. Il va de soi qu'il ne peut être question de contester ou de revenir sur les actes de disposition — et encore moins de gestion — que les séquestres ont accompli dans les limites et en vertu des arrêtés des 10 novembre 1918 et 18 avril 1919, ou en exécution d'ordonnances et autorisations des présidents des tribunaux.

Cet article vise les cas de cession autorisées spécialement par le Ministre des Affaires Économiques et particulièrement l'aliénation des titres possédés à l'étranger par des ressortissants ennemis et qui n'étaient point en possession matérielle des séquestres.

Certaines de ces transactions ont pu être opérées sans intervention de ceux-ci.

Ce sont ces mêmes actes de disposition que le second paragraphe vise en ce qui concerne le futur.

Cette autorisation peut être particulièrement utile dans l'intérêt de notre industrie.

Il semble également que les pouvoirs du Gouvernement devraient être complétés dans cette matière particulièrement délicate de la réintégration en mains belges des intérêts possédés par les ennemis dans nos industries.

Le paragraphe 10 de l'annexe à la section IV du Traité de Versailles prévoit bien qu'ils devront être remis dans les six mois de la mise en vigueur. Mais l'on peut conserver des doutes quant à l'exécution de cette disposition, et concevoir qu'un grand nombre de ces titres auront fait l'objet de transactions de la part de leurs anciens propriétaires au profit de sujets alliés, neutres — voire Belges — sans qu'on soit à même de prouver celles-ci, et d'identifier les titres. Il n'est pas inutile de donner au Gouvernement les pouvoirs nécessaires pour empêcher par des mesures particulières, que cette disposition demeure lettre morte.

La Section centrale a estimé qu'il n'y avait pas lieu de statuer dès à présent quant au principe et au mode de liquidation des biens des ressortissants étrangers à l'Allemagne.

Une discussion récente qui s'est produite devant le Sénat, a indiqué qu'il pourrait y avoir lieu de rechercher des modalités spéciales vis-à-vis d'autres pays. Il n'y a point intérêt à préjuger de la solution à intervenir alors que certains traités ne sont pas encore devenus définitifs.

Les situations peuvent d'ailleurs offrir des différences quant aux règles à imposer pour la constatation de la nationalité, les exceptions à consentir et, éventuellement, la procédure.

La Section centrale vous propose, sous le bénéfice de ces observations et amendements, le vote du projet.

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

Texte du projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

En exécution de l'article 297 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, seront réglées par les dispositions de la présente loi : la déclaration, la mise sous séquestre, la liquidation et l'attribution de tous les biens, droits et intérêts appartenant, à la date de la mise en vigueur du Traité, à des ressortissants allemands ou à des sociétés contrôlées par eux sur le territoire national, non compris le territoire nouveau cédé à la Belgique en vertu du Traité.

ART. 2.

Ne sont pas considérés comme ressortissants allemands au sens de l'article premier :

1° Ceux qui, en vertu du Traité de paix, acquièrent de plein droit la nationalité d'une puissance alliée ou associée à la Belgique ou la nationalité d'une puissance neutre, à moins que, faisant usage d'une faculté concédée par le Traité, ils n'aient opté en faveur de l'Allemagne;

Tekst van het wetsontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

Ter uitvoering van artikel 297 van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919, worden de bepalingen van deze wet geregeld : de aangifte, de in-bewaarderhand-stelling, de vereffening en toekennen van alle goederen, rechten en belangen, welke, op den dag van het van kracht worden van het Verdrag, toebehooren aan Duitsche onderhoorigen of aan vennootschappen, door hen gecontroleerd op het grondgebied des Rijks, met uitsluiting van het krachtens het Verdrag aan België afgestaan nieuw grondgebied.

ART. 2.

Worden niet als Duitsche onderhoorigen in den zin van artikel 1. aangezien :

1° Zij, die, krachtens het Vredesverdrag, de nationaliteit van eene met België geallieerde of geassocieerde mogendheid of de nationaliteit van eene onzijdige mogendheid van rechtswege verkrijgen, tenzij zij, gebruik makende van een recht hun toegestaan door het Verdrag, de Duitsche nationaliteit hebben verkozen ;

Amendements
proposés par la Section Centrale.

ARTICLE PREMIER.

Comme ci-contre.

ART. 2.

Sont, au sens de l'article premier, considérés comme ressortissants allemands, tous ceux qui ayant possédé, à une époque quelconque la nationalité allemande, ne justifient pas l'avoir répudiée complètement et définitivement.

La suite comme ci-contre.

Amendementen voorgesteld door de
Middenafdeeling

EERSTE ARTIKEL.

Zooals hiernevens.

ART. 2.

Wordt als Duitsche onderhoorige in den zin van artikel 1 aangezien alwie, na de Duitsche nationaliteit te hebben bezeten op welk tijdstip ook niet bewijst ze geheel en onherroepelijk te hebben verworpen.

Het overige zooals hiernevens.

Texte du projet de loi.

2° Ceux qui, en vertu de l'article 36 du Traité de Paix, acquerront de plein droit la nationalité belge;

3° Ceux qui, en vertu de l'article 4 de la loi du 23 octobre 1919, acquerront de plein droit la nationalité belge, mais seulement à partir du jour où le transfert de la souveraineté sera devenu définitif et à moins que les intéressés, usant d'une faculté concédée par la loi, n'aient opté en faveur de l'Allemagne;

4° Ceux qui, en vertu des dispositions du Traité de paix, à l'exception de l'article 49, peuvent acquérir de plein droit, à l'issue d'un plébiscite, la nationalité d'une puissance alliée ou associée à la Belgique ou la nationalité d'une puissance neutre, mais seulement à partir du jour où le transfert de la souveraineté sera devenu définitif et à moins que les intéressés, usant d'une faculté concédée par le Traité, n'aient opté en faveur de l'Allemagne.

ART. 3.

Les biens, droits et intérêts des personnes appartenant aux deux premières catégories énumérées dans l'article précédent ne sont pas soumis aux mesures prévues par la présente loi.

Ceux des personnes appartenant aux deux dernières catégories sont soumis aux mesures de déclaration et de séquestre, mais non à celles

Tekst van het wetsontwerp.

2° Zij, die, krachtens artikel 36 van het Vredesverdrag, de Belgische naturalisatie van rechtswege verkrijgen;

3° Zij, die, krachtens artikel 4 der wet van 23 October 1919, de Belgische naturalisatie van rechtswege verkrijgen, doch alleen vanaf den dag waarop de soevereiniteit voorgoed is overgedragen en tenzij de belanghebbenden, gebruik makende van een bij de wet toegestaan recht, de Deutsche nationaliteit hebben verkozen;

4° Zij, die, krachtens de bepalingen van het Vredesverdrag, ter uitzondering van artikel 49, de nationaliteit van eene met België geallieerde of geassocieerde mogendheid of de nationaliteit van eene onzijdige mogendheid van rechtswege, na eene volksstemming, kunnen verkrijgen, doch alleen vanaf den dag, waarop de soevereiniteit voorgoed is overgedragen en tenzij de belanghebbenden, gebruik makende van een recht toegestaan door het Verdrag, de Deutsche nationaliteit hebben verkozen.

ART. 3.

De goederen, rechten en belangen der in de twee eerste categorieën van voorgaand artikel begrepen personen zijn niet onderworpen aan de maatregelen voorzien bij deze wet.

Deze van de personen, behoorende tot de laatste twee categorieën, zijn onderworpen aan de maatregelen van aangifte en in-bewaar-

Amendements
proposés par la Section centrale.

—

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

—

ART. 3.

Comme ci-contre sauf à supprimer
la dernière phrase.

ART. 3.

Zooals hiernevens, mits weglating
van den laatsten volzin.

Texte du projet de loi.

de liquidation et d'attribution, à moins que ces personnes ne conservent la nationalité allemande à l'issue de la consultation ou du plébiscite ou qu'ils ne la recouvrent par voie d'option. La mainlevée du séquestre ne pourra être demandée qu'à partir du transfert définitif de la souveraineté et pour autant que les intéressés n'aient pas opté en faveur de l'Allemagne.

ART. 4.

Sont exclus en outre des mesures de déclaration, de séquestre, de liquidation et d'attribution prévues par la présente loi, les biens, droits et intérêts visés à l'article premier et rentrant dans les catégories suivantes :

1° Ceux qui font partie de la succession d'un ressortissant allemand décédé depuis le 10 novembre 1918, lorsque cette succession, hormis la part revenant au conjoint survivant, est dévolue en totalité à des parents en ligne directe de nationalité belge;

2° Ceux qui appartiennent à une femme mariée qui a perdu sa nationalité belge, alliée ou associée uniquement par l'effet de son mariage, à moins que son mariage n'ait été contracté postérieurement au 4 août 1914, ou qu'elle n'ait, au cours de la guerre, participé à un acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés ;

Tekst van het wetsontwerp.

derhand-stelling, doch niet aan die van vereffening en toekenning, tenzij die personen, na het volksreferendum of de volksstemming, de Duitse nationaliteit behouden of ze bij keuze terugbekomen. De opheffing der in-bewaarderhand-stelling kan slechts worden aangevraagd na de onherroepelijke overdracht van de soevereiniteit en in zoover de betrokkenen de Duitse nationaliteit niet hebben verkozen.

ART. 4.

Zijn bovendien van de maatregelen van aangifte, in-bewaarderhand-stelling, vereffening en toekenning, voorzien bij deze wet, uitgesloten de goederen, rechten en belangen bedoeld bij artikel 1 en behorende tot de volgende categorieën :

1° Die, welke deel uitmaken van de nalatenschap van eenen sedert 10 November 1918 overleden Duit-schen onderhoorige, wanneer deze nalatenschap, behoudens het aan den overlevenden echtgenoot toekomende aandeel, gansch vervalt aan bloedverwanten in de rechte linie van Belgische nationaliteit ;

2° Die, welke toebehooren aan een gehuwde vrouw, die hare Belgische, geallieerde of geassocieerde nationaliteit alleen door haar huwelijk heeft verloren, tenzij haar huwelijk voltrokken werd na 4 Augustus 1914, of zij, tijdens den oorlog, deel genomen heeft aan eene tegen België, zijne geallieerden of geassocieerden vijandelijke handeling ;

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

ART. 4.

Comme ci-contre.

Rédiger comme suit :

1° Ceux qui font partie de la succession d'un ressortissant allemand, décédé depuis le 10 novembre 1918, lorsque cette succession, hormis la part revenant au conjoint survivant, est dévolue *en tout ou en partie à des successibles de nationalité belge. Les parts pouvant éventuellement revenir à des cohéritiers de nationalité ennemie, seront placées sous séquestre.*

2° A supprimer.

ART. 4.

Zooals hiërnevens.

Te doen luiden :

1° Die, welke deel uitmaken van de nalatenschap van eenen sedert 10 November 1918 overleden Duitschen onderhoorige, wanneer deze nalatenschap, behoudens het aan den overleyenden echtgenoot toekomende aandeel, *geheel of gedeeltelijk vervalt aan erfgerechtigden van Belgische nationaliteit. De aandeelen, welke bij voorkomend geval kunnen toekomen aan medeersgenamen van vijandelijke nationaliteit, worden in bewaarderhand gesteld.*

2° Te doen wegvallen.

Texte du projet de loi.

3° Les maisons qui, habitées par le propriétaire, appartiennent à des ressortissants allemands ayant résidé en Belgique, sans interruption, pendant dix ans au moins, avant le 4 août 1914, ainsi que les meubles meublant lesdites maisons, à condition que les intéressés n'aient, au cours de la guerre, participé à aucun acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés;

4° Ceux qui appartiennent à un ressortissant allemand qui a servi avec honneur dans les armées belges, alliées ou associées, ou qui a rendu à la Belgique, pendant la guerre, d'autres services signalés;

5° Ceux qui appartiennent à un ressortissant allemand dont un ou plusieurs descendants ou alliés en ligne descendante ont servi avec honneur dans les armées belge, alliées ou associées, à condition qu'il ait établi sa résidence en Belgique avant le 4 août 1914 et que, pendant la guerre, il n'ait participé à aucun acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés;

6° Les pensions et prestations ayant un caractère alimentaire.

ART. 5.

Ne seront pas soumis à liquidation les mobiliers privés ainsi que tous les objets ayant un caractère de souvenir de famille, à l'égard desquels l'État n'userait pas de son droit de rétention.

Tekst van het wetsontwerp.

3° De door den eigenaar bewoonde huizen, welke toebehooren aan Duitse onderhoorigen, die vóór den 4^{en} Augustus 1914, gedurende minstens tien jaar, zonder onderbreking in België hebben verbleven, alsmede het huisraad dezer woningen, mits de betrokkenen tijdens den oorlog geen deel genomen hebben eenige aan tegenover België, zijne geallieerden of geassocieerden vijandelijke handeling;

4° Die, welke toebehooren aan eenen Duitschen onderhoorige die eervol in de Belgische, geallieerde of geassocieerde legers heeft gediend of andere uitstekende diensten aan België heeft bewezen tijdens den oorlog;

5° Die, welke toebehooren aan eenen Duitschen onderhoorige, van wien een of meer nazaten of aanverwanten in de nederdalende linie eervol in de Belgische, geallieerde of geassocieerde legers hebben gediend, mits hij vóór 4 Augustus 1914 zijn verblijf in België heeft gevestigd en tijdens den oorlog zich onthouden heeft van alle deelneming aan eene tegenover België of zijne geallieerden of geassocieerden vijandelijke handeling;

6° De tot onderhoud strekkende jaargelden en uitkeeringen.

ART. 5.

De private meubelen, alsook alle familieherrerinneringsvoorwerpen, ten aanzien waarvan de Staat niet zou gebruik maken van zijn recht van weerhouding, zijn aan geene vereffening onderworpen.

Amendements proposés par la Section
centrale.

Amendementen voorgesteld door de Mid-
denafdeeling.

3° A supprimer

3° Te doen wegvallen.

Substituer le n° 2° au n° 4°.

N° 4° te vervangen door n° 2°

5° A supprimer.

5° Te doen wegvallen.

Substituer le n° 3° au n° 6°.

N° 6° te vervangen door n° 3°.

ART. 5.

ART. 5.

Ajouter un alinéa ainsi conçu :

Een alinea toe te voegen, luidende :

*Toutefois cette faveur est subor-
donnée à la condition que les intéres-
sés n'aient, au cours de la guerre,*

*Deze gunst wordt echter afhanke-
lijk gesteld van de voorwaarde, dat
de belanghebbenden, gedurende den*

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 6.

Dans les cas visés aux articles 2, 4 et 5, le Ministère public ainsi que tout intéressé peuvent demander la mainlevée du séquestre, par requête adressée au Président du Tribunal du lieu de la séquestration. Le Président statuera sur la requête conformément aux règles établies par les lois de procédure en matière de référés civils et après avoir pris, le cas échéant, l'avis du Ministère public.

L'appel sera recevable abstraction faite de toute évaluation et sera jugé d'après les mêmes règles. Le droit d'appel appartient au Ministère public et à tout intéressé partie en première instance.

L'appel est suspensif.

La cessation de la mise sous séquestre n'invalide aucun des actes régulièrement établi par le séquestre durant sa mission. Les frais restent à charge de la masse séquestrée.

ART. 7.

Lorsque, dans les cas visés aux articles 2 et 4, des biens, droits et intérêts ont déjà été liquidés par application de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 et de l'arrêté royal du 18 avril 1919, le produit de la liquidation, déduction faite des frais, sera attribué aux personnes lésées

ART. 6.

Het Openbaar Ministerie, alsmede elke belanghebbende kunnen, in de gevallen bedoeld bij de artikelen 2, 4 en 5, de opheffing van de in-bewaarderhand-stelling aanvragen bij verzoekschrift gericht aan den Voorzitter der Rechtbank van de plaats der sequestratie. De Voorzitter doet over het verzoekschrift uitspraak overeenkomstig de regelen, door de wetten van rechtspleging bepaald in zake burgerlijke kortgedingen en na, bij voorkomend geval, het advies van het Openbaar Ministerie te hebben ingewonnen.

Het beroep is ontvankelijk afgezien van elke begrooting en wordt naar dezelfde regelen beslecht. Het recht van beroep behoort aan het Openbaar Ministerie en aan elken belanghebbende, partij in eersten aanleg.

Het beroep is schorsend.

Het ophouden van de in-bewaarderhand-stelling maakt geene door den bewaarder gedurende zijne zending regelmatig verrichte daad ongeldig. De kosten blijven ten laste van den in bewaarderhand gestelden boedel.

ART. 7.

Wanneer, in de gevallen bedoeld bij de artikelen 2 en 4, goederen, rechten en belangen reeds vereffend werden bij toepassing van het besluit-wet van 10 November 1918 en van het koninklijk besluit van 18 April 1919, wordt de opbrengst van de vereffening, na aftrek van

Amendements
proposés par la Section centrale.

participé à aucun acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés.

ART. 6.

Comme ci-contre, sauf :

I) A ajouter après les mots : « le Ministère public » les mots : « le séquestré ».

II) A remplacer les mots : « du lieu de la séquestration » par : « compétent pour prononcer la mise » sous séquestre ».

III) A remplacer les mots : « à tout intéressé » par : « toute personne ».

Comme ci-contre.
Comme ci-contre.

ART. 7.

Comme ci-contre.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

oorlog, niet deel genomen hebben aan eenige tegenover België, zijne geallieerden of geassocieerden vijandelijke handeling.

ART. 6.

Zooals hiernevens, mits :

I) Toevoeging van de woorden : « de gesequestreerde » na de woorden : « Het Openbaar Ministerie ».

II) Vervanging van de woorden : « van de plaats der sequestratie » door : « bevoegd om de in-bewaarderhand-stelling uit te spreken ».

III) Vervanging van de woorden : « elke belanghebbende » door : « elken persoon ».

Zooals hiernevens.
Zooals hiernevens.

ART. 7.

Zooals hiernevens.

Texte du projet de loi.

par cette mesure ou à leurs ayants-droit.

Toutefois, en ce qui concerne les biens appartenant aux personnes visées à l'article 2, 3° et 4°, l'attribution du produit de la liquidation ne se fera de la manière spécifiée ci-dessus qu'à partir du transfert définitif de la souveraineté, et pour autant que les intéressés n'aient pas opté en faveur de l'Allemagne.

Si, dans les cas visés au présent article, il y a désaccord entre les liquidateurs et les ayants-droit, le président qui a rendu l'ordonnance de liquidation statue en dernier ressort sur requête, après avoir pris l'avis du Ministère public.

ART. 8.

Tous les biens, droits et intérêts visés à l'article 1^{er} et ne rentrant dans aucune des catégories exceptionnelles dont il est question aux articles 2, 4 et 5, seront déclarés et mis sous séquestre, conformément à l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, s'ils ne l'ont déjà pas été par application dudit arrêté-loi.

ART. 9.

Les biens, droits et intérêts séquestrés seront liquidés conformément à la présente loi, s'ils ne l'ont pas déjà été par application de l'ar-

Tekst van het wetsontwerp.

de kosten, toegekend aan de door dezen maatregel benadeelde personen of aan hunne rechthebbers.

Echter, wat betreft de goederen toebehoorende aan de bij artikel 2, 3° en 4°, bedoelde personen, geschiedt de toekenning van de opbrengst der vereffening op de hierboven bepaalde wijze slechts vanaf de onherroepelijke overdracht van de souvereiniteit en in zoover de belanghebbenden de Deutsche nationaliteit niet hebben verkozen.

Zijn, in de bij onderhavig artikel bedoelde gevallen, de vereffenaars en belanghebbenden het niet eens, dan doet de Voorzitter, die het bevel tot vereffening heeft uitgesproken, in hoogsten aanleg uitspraak op aanzoek, na het advies van het Openbaar Ministerie te hebben ingewonnen.

ART. 8.

Al de bij artikel 1 bedoelde goederen, rechten en belangen, die niet behooren tot de uitzonderingscategorieën, waarvan sprake in de artikelen 2, 4 en 5, worden aangegeven en in bewaarderhand gesteld overeenkomstig het besluit-wet van 10 November 1918, zoo zulks bij toepassing van gezegd besluit-wet nog niet is geschied.

ART. 9.

De in bewaarderhand gestelde goederen, rechten en belangen worden vereffend overeenkomstig deze wet, zoo zulks bij toepassing van

Amendements
proposés par la Section Centrale.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 8.

ART. 8.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

ART. 9.

ART. 9.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

Texte du projet de loi.

rété-loi du 10 novembre 1918 et de l'arrêté royal du 18 avril 1919.

ART. 10.

La liquidation est autorisée par ordonnance du président du tribunal de première instance du lieu de la séquestration. Cette ordonnance est rendue sur requête du séquestre déterminant l'époque, les conditions et les modalités de la liquidation.

Le président ne statue qu'après avoir entendu le Ministère public. Si les biens et intérêts dont la liquidation est demandée ont, d'après l'inventaire fait par le séquestre, une valeur supérieure à 50,000 francs, il prend, en outre, l'avis de la commission consultative constituée comme il est dit à l'article 21.

Cette Commission fixera le prix minimum de la mise en vente.

La vente a lieu par adjudication publique. Il peut toutefois être dérogé à cette règle dans des cas exceptionnels, mais seulement de l'avis conforme du séquestre et du Ministère public et éventuellement de la commission consultative, lorsque les biens et intérêts ont une valeur supérieure à 50,000 francs, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

ART. 11.

Le Ministère public peut interjeter

Tekst van het wetsontwerp.

het besluit-wet van 10 November 1918 en van het koninklijk besluit van 18 April 1910 nog niet is geschied.

ART. 10.

Tot de vereffening wordt machtiging verleend bij bevelschrift van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg van de plaats der inbewaarderhand-stelling. Dit bevelschrift wordt verleend op verzoekschrift van den bewaarder, houdende bepaling van het tijdstip, van de voorwaarden en van de wijzen der vereffening.

De voorzitter doet slechts uitspraak na het Openbaar Ministerie te hebben gehoord. Zoo de goederen en belangen, waarvan de vereffening wordt gevraagd, meer dan 50,000 frank waarde hebben, naar den door den bewaarder opgemaakten inventaris, wint hij bovendien het advies in van de raadgevende commissie, ingesteld zooals bij artikel 21 wordt bepaald.

Deze commissie zal den minimumprijs van de tekoopstelling vaststellen.

De verkoop heeft plaats bij openbare toewijzing. Er kan echter van dezen regel afgeweken worden in uitzonderlijke gevallen, doch alleen op eensluidend advies van bewaarder en Openbaar Ministerie en, desvoorkomend, van de raadgevende commissie, wanneer de goederen en belangen meer dan 50,000 frank waarde hebben, zooals hierboven is gezegd.

ART. 11.

Het Openbaar Ministerie kan in

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen voorgesteld door de
Middenafdeeling.

ART. 10.

Comme ci-contre, sauf :

I. — A remplacer les mots :
« du lieu de la séquestration » par
» *compétent pour prononcer la mise*
» *sous séquestre* ».

II. — A remplacer l'alinéa par :
« *Le président peut fixer le prix*
» *minimum de mise en vente après*
» *avoir ordonné toutes mesures d'ex-*
» *pertise qu'il jugera convenir* ».

Alinéa à supprimer.

Supprimer la fin de l'alinéa à par-
tir des mots : « et éventuellement... ».

ART. 11.

Comme ci-contre.

ART. 10.

Zooals hiernevens, mits :

I. — Vervanging van de woor-
den : « van de plaats der in-bewaar-
derhand-stelling » door « *bevoegd om*
» *de in-bewaarderhand-stelling uit te*
» *spreken* ».

II. — Vervanging van de alinea
door dezen tekst :

« *De voorzitter kan den mini-*
» *mumprijs van de tekoopstelling*
» *bepalen na al de maatregelen van*
» *schatting, welke hij gepast acht, te*
» *hebben bevolen* ».

Deze alinea te doen wegvallen.

Het slot van de alinea te doen
wegvallen vanaf de woorden : « en,
desvoorkomend... »

ART. 11.

Zooals hiernevens.

Texte du projet de loi.

appel de l'ordonnance rendue par le président.

L'appel est suspensif.

Il sera recevable abstraction faite de toute évaluation et soumis aux règles de la procédure en matière de référés civils.

ART. 12.

La liquidation s'opère, conformément aux prescriptions de l'ordonnance, par les soins du séquestre.

Le président peut, s'il le juge utile, lui adjoindre un ou plusieurs liquidateurs.

ART. 13.

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux demandes de liquidation introduites par application de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 et de l'arrêté royal du 18 avril 1919.

ART. 14.

L'Etat peut, jusqu'au moment de la vente, notifier au séquestre qu'il entend retenir toute ou partie des biens, droits et intérêts placés sous séquestre.

Le séquestre des biens, droits et intérêts passe, dans ce cas, immédiatement à l'administration des domaines qui est substituée aux droits et obligations du séquestre nommé par le président du tribunal.

Tekst van het wetsontwerp.

beroep komen van het door den voorzitter verleende bevelschrift.

Het beroep is schorsend.

Het is ontvankelijk afgezien van elke begrooting en onderworpen aan de regelen der rechtspleging in zake burgerlijke kortgedingen.

ART. 12.

De vereffening wordt, overeenkomstig de voorschriften van het bevelschrift, door het toedoen van den bewaarder gedaan.

De voorzitter kan dezen een of meer vereffenaars toevoegen, zoo hij het oorbaar acht.

ART. 13.

De bepalingen van deze wet zijn toepasselijk op de aanvragen tot vereffening ingediend bij toepassing van het besluit-wet van 10 November 1918 en van het koninklijk besluit van 18 April 1919.

ART. 14.

De Staat kan, tot op het oogenblik van den verkoop, den bewaarder be- teekenen dat het in zijne bedoeling ligt de in bewaarderhand gestelde goederen, rechten en belangen geheel of gedeeltelijk te weerhouden.

De bewaring der goederen, rechten en belangen gaat in dit geval onmiddellijk over tot het beheer der domeinen, dat de rechten en verplichtingen van den door den voorzitter der rechtbank benoemden bewaarder overneemt.

Amendements
proposés par la Section centrale.

ART. 12.

Comme ci-contre, sauf à modifier l'alinéa 2 comme suit :

« Le président peut, s'il le juge » utile, lui adjoindre un ou plu- » sieurs *séquestres* ».

ART. 13.

Comme ci-contre.

ART. 14.

Comme ci-contre, sauf à ajouter au 2^e alinéa, après le mot : « intérêts », le mot : « *retenus* ».

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 12.

Zooals hiernevens, mits lid 2 wordt gewijzigd als volgt :

« De voorzitter kan, indien hij het geraden acht, hem een of meer *bewaarders* toevoegen. »

ART. 13.

Zooals hiernevens.

ART. 14.

Zooals hiernevens, mits invoeging, in het 2^{de} lid, van het woord : « *weerhouden* » vóór het woord : « *goederen* ».

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 15.

Dans le cas où l'Etat désirerait acquérir tout ou partie des biens, droits et intérêts placés sous séquestre, l'administration des domaines en fait la notification au Procureur du Roi.

Ces biens, droits et intérêts sont alors portés en compte à l'Etat au prix minimum fixé par la commission consultative.

ART. 16.

L'administration des domaines, qui a exercé au compte de l'Etat le droit dont il s'agit à l'article 15, a la faculté de rétrocéder sans frais et à l'amiable aux provinces, aux communes et aux établissements publics, les biens ainsi acquis.

ART. 17.

Seront prélevés sur le produit de la liquidation, même si celle-ci a été faite antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi :

1° Les frais de séquestre et de liquidation.

2° Les sommes nécessaires pour attribuer aux descendants belges des ressortissants allemands dont les biens ont été liquidés, une indemnité proportionnée à la part successorale qui leur revient ou qui leur reviendrait, en cas d'ouverture de la succession, dans le produit des biens liquidés.

ART. 15.

Ingeval de Staat de in bewaarderhand gestelde goederen, rechten en belangen geheel of gedeeltelijk mocht willen aanwerven, geeft het beheer van de domeinen daarvan kennis aan den Procureur des Konings.

Deze goederen, rechten en belangen worden alsdan den Staat in rekening gebracht tegen den minimumprijs, bepaald door de raadgevende commissie.

ART. 16.

Het beheer van de domeinen, dat voor rekening van den Staat het recht heeft uitgeoefend, waarvan sprake is in artikel 15, is gerechtigd om de alzoo aangeworven goederen zonder kosten en in der minne weder over te dragen aan de provinciën, gemeenten en openbare instellingen.

ART. 17.

Van de opbrengst der vereffening, zelfs zoo deze geschiedde vóór het van kracht worden van deze wet, worden afgehouden :

1° De kosten van in-bewaarderhandstelling en vereffening ;

2° De noodige sommen tot toekenning, aan de Belgische afstammelingen der Duitsche onderhoorigen wier goederen vereffend werden, van eene vergoeding geëvenredigd aan het deel van de nalatenschap dat hun toekomt of hun toekomen zou, in geval van openvallen der nalatenschap, in de opbrengst van de vereffende goederen.

Amendements
proposés par la Section centrale.

ART. 15.

Comme ci-contre, sauf à modifier
l'alinéa 2 comme suit :

« Ces biens, droits et intérêts
» sont alors portés en compte à
» l'État au prix qui sera déterminé
» par un ou plusieurs experts à
» désigner par le président du tri-
» bunal. »

ART. 16.

Comme ci-contre.

ART. 17.

Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

2° Intercaler après « ressortissants
allemands » les mots : « ou aux des-
cendants d'allemands ayant servi
avec honneur dans les armées belges,
alliées ou associées, dont les biens de
leurs auteurs ont été liquidés »...

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 15.

Zooals hiernevens, mits lid 2 wordt
gewijzigd als volgt :

« Die goederen, rechten en belangen
» worden alsdan den Staat in rekening
» gebracht tegen den prijs bepaald door
» een of meer deskundigen, te benoemen
» door den voorzitter der rechtbank. »

ART. 16.

Zooals hiernevens.

ART. 17.

Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens.

2° Na de woorden : « Duit che
onderhoorigen » in te voegen de
woorden : « of aan de afstamme-
lingen van Duitschers, die vol eer
hebben gediend in de Belgische, geal-
lieerde of geassocieerde legers en van
wie de goederen hunner ouders werden
vereffend »...

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

—
Cette disposition est applicable aux héritiers en ligne directe de nationalité alliée ou associée, à charge de réciprocité.

—
Deze bepaling is van toepassing op de erfgenamen in de rechte linie behorende tot de nationaliteit van een geallieerd of geassocieerd land, mits wederkeerigheid.

Si, dans les cas visés au 2° du présent article, il y a désaccord entre les liquidateurs et les ayant-droits, le président qui a rendu l'ordonnance de liquidation statue en dernier ressort

Zoo, in de bij n° 2° van dit artikel bedoelde gevallen, de vereffenaars en de rechthebbenden het niet eens zijn, doet de voorzitter, die het bevelschrift tot vereffening heeft gegeven, in hoog-

Amendements
proposés par la Section Centrale.

Comme ci-contre.

Ajouter un alinéa ainsi conçu :

3° *Les sommes nécessaires pour attribuer aux femmes mariées, ayant perdu leur nationalité d'origine belge, alliée, ou associée uniquement par l'effet d'un mariage antérieur au 4 août 1914, une indemnité proportionnelle à la part qui leur revient ou leur reviendrait, en cas de dissolution du mariage, dans le produit des biens liquidés. Toutefois cette indemnité ne leur sera remise que lorsqu'elles recouvreront la nationalité belge.*

ART. 17bis.

Intercaler un article 17bis ainsi rédigé :

A l'expiration de leur mandat, les séquestres et les liquidateurs rendent compte de leur gestion au ministère public près le tribunal qui les a commis.

En cas de désaccord, le président de ce tribunal statue en dernier ressort sur requête de la partie la plus diligente. Si le séquestre est inscrit au tableau de l'ordre des avocats, le président pourra au préalable réclamer l'avis du Conseil de Discipline.

Comme ci-contre.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

Zooals hiernevens.

Een lid toe te voegen, luidende :

3° *De noodige sommen tot toekenning, aan de gehuwde vrouwen die hunne Belgische, geallieerde of geassocieerde nationaliteit hebben verloren alleen ten gevolge van een huwelijk aangegaan vóór 4 Augustus 1914, van eene vergoeding geëvenredigd aan het aandeel dat haar, bij de ontbinding van het huwelijk, toekomt of mocht toekomen in de opbrengst van vereffende goederen. Deze vergoeding wordt haar alleen dan uitbetaald wanneer zij de Belgische nationaliteit opnieuw verkrijgen.*

ART. 17bis.

Een artikel 17bis in te voegen, luidende :

Bij het vervallen van hunne opdracht doen de bewaarders en de vereffenaars verantwoording van hun beheer aan het openbaar ministerie der rechtbank die hen heeft aangesteld.

Is er geschil, dan doet de voorzitter dezer rechtbank uitspraak in hoogsten aanleg op verzoek der meest gereede partij. Ingeval de bewaarder op de tabel van de orde der advocaten is ingeschreven, kan de voorzitter het advies van den Tucht-raad voorafgaandelijk inwinnen.

Zooals hiernevens.

Texte du projet de loi.

sur requête, après avoir pris l'avis du Ministère Public.

ART. 18.

Le solde net de la liquidation est versé au Trésor pour recevoir l'affectation prévue par l'article 297, littéra h) du Traité de Versailles.

ART. 19.

Les frais de séquestre et de liquidation des entreprises dont l'actif serait insuffisant à les couvrir, ainsi que les frais généraux de contrôle de l'administration des séquestres, sont prélevés sur la masse des biens liquidés versée au Trésor conformément à l'article 18.

ART. 20.

Le contrôle des séquestres est exercé par le Ministère public qui peut requérir telles expertises que de droit.

Il peut être assisté, dans l'accomplissement de sa mission, d'un ou plusieurs fonctionnaires des domaines désignés par le Ministère des Finances à la demande du Procureur Général.

Ces fonctionnaires pourront être chargés de dresser, à l'intervention des séquestres, les actes relatifs à la liquidation.

Tekst van het wetsontwerp.

sten aanleg uitspraak op verzoek, na het advies van het Openbaar Ministerie te hebben ingewonnen.

ART. 18.

Het zuiver saldo van de vereffening wordt in de Schatkist gestort om te worden bestemd zooals voorzien is bij artikel 297, littera h) van het Verdrag van Versailles.

ART 19.

De kosten van in-bewaarderhandstelling en vereffening der ondernemingen, waarvan het actief ontoereikend mocht zijn om deze te dekken, alsmede de algemeene toezichtskosten van het beheer der bewaarders, worden afgetrokken van den boedel der vereffende goederen, overeenkomstig artikel 18 in de Schatkist gestort.

ART. 20.

De controle over de in-bewaarderhandstellingen wordt uitgeoefend door het Openbaar Ministerie, dat zoodanige deskundige onderzoekingen als naar rechten kan vorderen.

Het kan, bij het volbrengen zijner taak, bijgestaan worden door een of meer ambtenaren van de domeinen, aangewezen door den Minister van Financiën op verzoek van den Procureur-Generaal.

Deze ambtenaren kunnen worden gelast, de akten rakende de vereffening, met de tusschenkomst van de bewaarders, op te maken.

Amendements
proposés par la Section Centrale.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 18.

Comme ci-contre.

ART. 18.

Zooals hiernevens.

ART. 19.

Comme ci-contre.

ART. 19.

Zooals hiernevens.

ART. 20.

Comme ci contre.

ART. 20.

Zooals hiernevens.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

« Ces fonctionnaires ont qualité pour dresser à l'intervention des séquestres les actes relatifs à la liquidation ».

« Deze ambtenaren zijn bevoegd om, met de tusschenkomst van de bewaarders, de akten betreffende de verffening op te maken. »

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 21.

Il est institué au siège de chaque Cour d'Appel, une Commission consultative présidée par le Procureur Général près la Cour d'Appel et dont les membres sont nommés par le Roi, sur une liste double présentée par ce magistrat.

Un arrêté royal fixe le nombre des membres de ces Commissions consultatives, règle le fonctionnement de celles-ci et détermine les indemnités à allouer à leurs membres et à leur personnel.

Le Roi peut prendre toutes autres dispositions propres à assurer l'exécution de la présente loi.

ART. 22.

Sont valables, tous actes de gestion et de disposition accomplis de l'assentiment du Ministre des Affaires Economiques avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, au bénéfice de ressortissants belges, alliés, associés ou neutres.

Par dérogation à l'article 10 de la présente loi, le Ministre des Affaires Economiques peut, après avoir pris l'avis de la commission consultative, autoriser la cession, à des ressortissants belges, des actions, obligations ou autres valeurs mobilières des sociétés visées au paragraphe 10 de l'annexe à la Section IV de la partie X du Traité de Versailles.

ART. 21.

Ten zetel van elk Hof van beroep wordt eene commissie voor advies ingesteld, voorgezeten door den Procureur Generaal bij het Hof van beroep en waarvan de leden worden benoemd door den Koning op een dubbele lijst ingediend door dezen magistraat.

Een koninklijk besluit bepaalt het aantal leden dezer commissiën voor advies, regelt dezer werking en bepaalt de aan hare leden en personeel toe te kennen vergoedingen.

De Koning kan alle andere gepaste beschikkingen treffen, tot de zekere uitvoering van deze wet.

ART. 22.

Zijn geldig alle handelingen van beheer en van beschikking, met toestemming van den Minister van Economische Zaken verricht vóór den datum van het in werking treden van deze wet, ten voordeele van Belgische, geallieerde, geassocieerde of onzijdige onderhoorigen.

Met afwijking van artikel 10 dezer wet, kan de Minister van Economische Zaken, na het advies van de raadgevende commissie te hebben ingewonnen, de overlating aan Belgische onderhoorigen toestaan van aandeelen, schuldbrieven of andere roerende waarden der vennootschappen, bij paragraaf 10 der bijlage van Afdeeling IV, deel X, van het Verdrag van Versailles bedoeld.

Amendements
proposés par la Section centrale.

—
ART. 21.

Article à supprimer.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

—
ART. 21.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 22.

Comme ci-contre.

ART. 22.

Zooals hiernevens.

Remplacer les mots : « de la Com
» mission consultative » par les mots :
« du président du tribunal et du
» s'questre. »

De woorden : « van de raadgeven-
de Commissie » te vervangen door de
woorden : « van den voorzitter der
rechtbank en van den bewaarder ».

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 23.

Les dispositions de la présente loi seront applicables aux biens, droits et intérêts appartenant à des ressortissants de nations ennemies ou de nations alliées à l'Allemagne, si les traités conclus ou à conclure avec ces nations accordent au Gouvernement belge des droits analogues à ceux que consacre la Section IV de la partie X du Traité de Versailles.

ART. 23.

De beschikkingen van deze wet zullen toepasselijk zijn op de goederen, rechten en aandeelen toebehoorende aan onderhoorigen van vijandelijke of van met Duitschland verbonden natiën, zoo de met deze natiën gesloten of te sluiten verdragen aan de Belgische Regeering gelijke rechten verleenen aan die welke Afdeeling IV van deel X van het Verdrag van Versailles vastlegt.

Amendements
proposés par la section centrale.

—
Ajouter un alinéa ainsi conçu :

« *Le Roi peut prendre toutes les
mesures propres à assurer l'exé-
cution de cette disposition.* »

ART. 23.

Article à supprimer.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

—
Een lid toe te voegen, luidende :

« *De Koning kan al de maatrege-
len treffen, welke geschikt zijn om
de uitvoering dezer bepaling te
verzekeren.* »

ART. 23.

Dit artikel te doen wegvallen.



42

(N^o 330.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 12 JUNI 1920.

Wetsontwerp

op de sequestratie en de vereffening van de goederen
der vijandelijke onderhoorigen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Het ontwerp van wet op de sequestratie en de vereffening van de goederen der vijandelijke onderhoorigen is het gevolg van de maatregelen ingevoerd door :

Het besluit-wet van 10 November 1918 betreffende de aangifte en de sequestratie der vijandelijke goederen, die zich op 's Rijks grondgebied bevinden;

Het koninklijk besluit van 18 April 1919 ter aanvulling en ter uitvoering van dit besluit;

De verklarende wet van 20 Augustus 1919.

Het is de tenuitvoerlegging van een der bepalingen van het Verdrag van Versailles : artikel 297.

De vroegere regelingen betreffende de aangifte en de sequestratie waren maatregelen van bewaring en voorbereiding, uitsluitend behoorende tot de binnenlandsche en eenzijdige wetgeving.

Zij blijven bēstaan. Zij zullen als politie- en veiligheidswet moeten toegepast worden op de goederen, die aan dezen maatregel mochten ontsnapt zijn.

Met het ontwerp, dat aan het Parlement is voorgelegd, komen wij tot een nieuwen toestand : de algemeene vereffening. Tot dusverre werd slechts toelating gegeven tot gedeeltelijke vereffeningen, en elk dezer werd gewet-

(1) Wetsontwerp, n^o 67

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren Wauwermans, Soudan, Duysters, Meysmans, Van Limburg Stirum, Vandevyvere.

tigd door bijzondere beschouwingen (zie omzendbrief van 13 Maart aan de Procureurs-Generaal betreffende het beheer van de gesequestreerde vijandelijke goederen en belangen. *Bulletin de documentation économique*, bijlage, bl. 16).

Eene algemeene vereffening moet de toekenning van de opbrengst der vereffende goederen ten gevolge hebben.

Dit geeft aanleiding tot twee vragen van onderscheiden aard :

Is het noodig, de goederen der zich in België bevindende vijandelijke onderdanen te vereffenen?

Wij kunnen vaststellen dat men het hieromtrent volkomen eens is en men zou niet kunnen begrijpen dat het anders mogelijk ware.

Moet echter de opbrengst van deze goederen aan de vroegere eigenaars worden ter hand gesteld, of moet men handelen zooals wordt voorzien door het Verdrag?

Hierover was men het niet meer eens en bij sommigen zijn gewetensbezwaren opgerezen. (Zie *Journal des Trib.*, 8 Februari 1920, kol. 21.)

Dit geldt ter eere van onzen landsgeest die, bij de afrekeningen met Duitschland, wil verbannen al wat als weerwraak of wraakneming zou kunnen gelden, en hoegenaamd niet wil afwijken van de hoogere beginselen van Gerechtigheid en van Recht.

Welk is dan, in deze zaak, het stelsel door het Verdrag van Versailles gehuldigd?

De Verbonden of Geassocieerde Mogendheden hebben zich het recht voorbehouden, te weerhouden of te vereffenen al de goederen, rechten en belangen, op den datum van het in werking treden van dit Verdrag toebehoorende aan Duitsche onderhoorigen of aan maatschappijen, onder dezer toezicht staande op hun grondgebied of in hunne koloniën (art. 297b).

De zuivere opbrengst van de vereffeningen van vijandelijke goederen, rechten en belangen, waar zij ook gelegen waren, voltrokken hetzij krachtens de uitzonderlijke oorlogswetgeving, hetzij krachtens de bevoegdheid tot vereffening, zullen gebracht worden op het *credit van de Mogendheid*, waarvan de eigenaar een onderhoorige is, door tusschenkomst van den Onderzoeks- en Vergoedingsdienst (id. h 1°).

De opbrengst van de vereffeningen der vijandelijke goederen, rechten en belangen zal, in de munt van de belanghebbende Mogendheid tegen den wisselkoers van vóór den oorlog door de Diensten op hunne verantwoordelijkheid overgenomen worden en gebruikt om de belanghebbenden schadeloos te stellen (art. 296, 4°).

Duitschland verbindt zich zijne onderhoorigen schadeloos te stellen uit hoofde van de vereffening of weerhouding van hunne goederen, rechten of belangen in verbonden of geassocieerde landen (id. i).

Deze bepalingen moeten in overeenstemming gebracht worden met de instelling van de *Onderzoeks- en vergoedingsdiensten*, die in elk der landen moeten opgericht worden en gelast zijn de onderscheidenlijke schuldenen schuldvorderingen van hunne onderdanen te regelen :

Elke der Hooge Verdragsluitende Partijen zal verantwoordelijk zijn voor de betaling der schulden van hare onderdanen (art. 296b).

De sommen, verschuldigd aan de onderdanen van eene der Mogendheden door de onderdanen van een vijandelijke Mogendheid, zullen dienvolgens gebracht worden op het debet van den Onderzoeks- en Vergoedingsdienst van het land van den schuldenaar en aan den schuldeischer door den Dienst van het land van dezen laatste worden uitbetaald (art. 296c).

De Schuldvorderingsdienst zal aan de private schuldeischers de sommen uitbetalen, welke op zijn credit gebracht werden; daartoe gebruikt hij de door de Regeering van zijn land te zijner beschikking gestelde fondsen (bijlage van art. 296, § 9).

Het Verdrag werd door al de Verbonden en Geassocieerde Mogendheden onderteekend. Het werd door Duitschland aanvaard. Zijne bepalingen zijn wederkeerige verbintenissen en het zou ten bate zijn van een hunner dat men ons zou vragen afstand te doen — mits wij alleen de gevolgen van deze afstanddoening dragen —, ons verzoekende te erkennen dat zij eene onrechtvaardigheid zou bevestigen...

Zou dus, zooals sommigen hebben beweerd, de inbeslagneming, door den Staat, van de opbrengst der vereffeningen van de vijandelijke goederen, strijdig zijn met de beginselen van grondwettelijk recht? Worden daardoor de beginselen van hoogere rechtvaardigheid geschonden?

Op de eerste vraag kan met zekerheid worden geantwoord: De bepaling van artikel 128 is niet onbepaald; eene wet kan altijd daarvan afwijken. « Elke vreemdeling, die zich op het Belgisch grondgebied bevindt, geniet de bescherming verleend aan personen en aan goederen, *behoudens de uitzonderingen door de wet bepaald* ».

Het vreemdelingsrecht werd niet afgeschaft door het feit, dat de Grondwet werd aangenomen.

« De wet kan uitzonderingen bepalen » en, in dit geval, werd er eene ingevoerd, namelijk die tot goedkeuring van het Verdrag.

Zij werd ingevoerd in onderling overleg met de Duitse Regeering.

Sommigen betwisten, weliswaar, aan deze Regeering het recht om te beschikken over de goederen van hare onderhoorigen die zich in den vreemde bevinden, aldus den staf brekend over het Verdrag op een punt, dat de belanghebbenden zelf niet hebben gedacht in te roepen.

Het antwoord kan worden verstrekt volgens de algemeene rechtsbeginselen en volgens de beginselen van het Duitse publickrecht.

De onderhoorigen van eenen Staat blijven, krachtens hun persoonlijk statuut, door het recht van dezen Staat beheerscht, waar zij zich ook bevinden. Wanneer een Staat bedingt, spreekt hij namens de gemeenschap der personen, waaruit hij samengesteld is. Omdat zij de grenzen van den Staat overschrijden, lossen zij de banden niet van hunne onderhoorigheid. Ongetwijfeld kan de naburige Staat, krachtens zijn *imperium*, weigeren de wetten van den anderen Staat te erkennen, en hieromtrent kan men zeggen dat een Staat over de eigendommen van zijne onderhoorigen, die zich in een anderen Staat bevinden, niet kan beschikken. Maar, indien de Staat, waarvan zij de onderdanen zijn, hun verplichtingen kan opleggen, waardoor hun eigendom wordt bezwaard, hoe kan men het dan onrechtvaardig heeten, wanneer eene andere Natie de gevolgen van dezen last aanneemt?

Men heeft het zoover gedreven, aan te voeren dat wij de bepaling van toekenning aan den Staat niet zouden mogen aannemen, omdat zij eene bepaling van verbeurdverklaring of van onteigening zonder vergoeding uitmaken zou en onze Grondwet zich daartegen verzet.

Vooreerst moet men vaststellen, dat het Verdrag het verleenen van vergoeding voorziet en dat de tegenwerping feitelijk van gronden is ontbloot.

Het zou ons echter niet passen, moesten wij hier de Belgische Grondwet op Duitsche onderdanen toepassen, terwijl de Duitsche Grondwet in nadrukkelijke woorden voorschriften bepaalt, welke aan deze Regeering zouden hebben toegelaten veel verder te gaan dan de bepalingen van het Verdrag en zelfs tot de inbeslagneming zonder vergoeding over te gaan.

De Duitsche Grondwet zegt inderdaad :

« De eigendom wordt door de Grondwet gewaarborgd. Inhoud en grenzen er van worden door de wetten geregeld.

» Tot onteigening wordt slechts overgegaan voor het algemeen welzijn en krachtens wettelijke bepalingen. Zij geschiedt tegen billijke vergoeding, » tenzij eene Rijkswet het anders bepaalt. Wat het bedrag der vergoeding » betreft, kan men zich steeds tot de gewone rechtbanken wenden in geval » van betwisting, tenzij de Rijkswetten dit anders bepalen. De onteigening, » waarvan het Rijk gebruik maakt ten aanzien van landen, gemeenten en » syndicaten ten algemeene nutte, mag niet geschieden dan tegen vergoeding.

» Eigendom legt verplichtingen op. Het gebruik daarvan moet terzelfder » tijd eene weldaad zijn voor het algemeen belang. »

(Grondwet van het Duitsche Rijk van 11 Augustus 1919, art. 153).

Het Verdrag van Versailles, waarin de Duitsche Regeering de vereffening der goederen harer onderhoorigen heeft onderteekend, komt dus wel overeen met het publiekrecht van het Rijk.

Mocht men afstand doen van de toekenning, aan den Belgischen Staat, van de opbrengst der vereffeningen, dan zou men afstand doen van een recht, dat ons is toegekend. Wij zouden, in plaats van Duitschland, den Duitschers vergoeding betalen, en wel op de kosten van onze landgenooten...

Want men mag niet vergeten dat die afstand het fonds, waarmede, zooals het verdrag voorziet, wij verplicht zijn, voor rekening van Duitschland zijne schulden te betalen aan onze landgenooten, in gelijke mate verminderen.

Is het wel zeker dat wij dit tekort zullen kunnen invorderen, en in welke rangorde, bij de eindregeling der schadeloosstelling?

Op stuk van zaken zouden wij dus te hulp komen aan vijandelijke onderdanen, door onze eigen geldmiddelen, en, waar Duitschland gemeend heeft dat deze maatregel nutteloos zou wezen, zouden wij misschien gedwongen zijn tot eene verplichte leening ten laste van de Belgen om het vijandelijk kapitaal onaangetast te behouden...

Nauwkeurige gegevens ontbreken ons — en dit is te begrijpen — betreffende het bedrag van de bezittingen der Duitsche onderhoorigen in België, maar, zonder te vreczen de som te onderschatten, kan men een cijfer van nagenoeg acht honderd millioen aannemen.

Wie zal, zonder te kort te doen aan het Recht, durven beweren dat wij dit pand moeten afstaan?

* * *

Gesteld dat niets zich tegen de aanneming van het beginsel der vereffening verzet, in welke mate, tegenover wien, hoe moet zij dan geschieden?

Artikel 1 van het wetsvoorstel bedoelt :

De Duitsche onderhoorigen ;

De maatschappijen onder contrôle van Duitsche onderhoorigen,

Deze woorden omvatten de natuurlijke personen en de rechtspersonen :
« de maatschappijen, vereenigingen of filialen van allerlei aard die tot eene » vijandelijke nationaliteit behooren of op bedekte wijze in België werkzaam » zijn, onder bescherming van de Belgische wet of van de wet van een geal- » licerd of onzijdig land, alle welkdanige inrichtingen, hetzij zij al dan niet » rechtspersoonlijkheid bezitten ». (Besluit-wet van 10 November 1916, art. 2, 5°.)

De onderhoorigen van eenen Staat zijn de burgers van eene natie, daaraan onderworpen door banden van onderdaanschap, daaraan verbonden door het genot van de rechten en het vervullen van de overeenstemmende plichten, waardoor in een land de nationaliteit wordt verkregen. (Hof te Luik, 30 April, *Pas.* 1919, II 69.)

Indien men niet vreesde eene waarheid op al te eenvoudige wijze uit te drukken, zou men kunnen zeggen dat « Duitsche onderdaan is al wie niet opgehouden heeft het te zijn... »

Men kan zeer gemakkelijk onderscheiden of een persoon de Duitsche nationaliteit heeft of gehad heeft. Het volstaat de Duitsche wet te raadplegen.

Een zeer moeilijk vraagstuk is het echter — en wel uit hoofde van de aan Duitschland eigen zijnde geestesgesteldheid — te bepalen wanneer een Duitscher door geboorte opgehouden heeft Duitscher te zijn.

De wetten van het Rijk, de leer en de gebruiken van het bestuur betreffende het nationaliteitsverlies zijn desaan gaande van bijzonderen aard.

Krachtens artikel 17 der Duitsche wet van 22 Juli 1913 op het verkrijgen en het verliezen van de nationaliteit, wordt de Duitsche nationaliteit verloren :

- 1° Door ontslag van nationaliteit of denationaliseering ;
- 2° Door het verkrijgen van eene vreemde nationaliteit ;
- 3° Door de weigering aan de militaire verplichtingen te voldoen ;
- 4° Door eene beslissing van de overheden ;
- 5° Door de wettiging van een natuurlijk kind door een vreemdeling ;
- 6° Door het huwelijk van eene Duitsche vrouw met een vreemdeling.

In de wet van 1 Juni (art. 15) werd het nationaliteitsverlies voortvloeiende uit het verkrijgen van eene vreemde nationaliteit (2° hierboven) vervangen door het nationaliteitsverlies wegens een niet onderbroken verblijf van meer dan tien jaren in het buitenland, zonder bij een Duitsch consulaat te zijn ingeschreven.

De nieuwe regeling (wet-Delbruck) schaft deze wijze van denationaliseering af en ontnemt, in beginsel, zijne nationaliteit aan den Duitscher die vrijwillig eene vreemde nationaliteit verkrijgt.

De overige oorzaken van nationaliteitsverlies, voortvloeiende uit de wet van 1870, waren dezelfde als die welke voorzien zijn bij de wet van 1913.

Deze regeling gaf aanleiding tot talrijke gevallen van *heimatlosat* — aldus wordt genoemd de toestand van een persoon, aan wien zijne nationaliteit van herkomst is ontnomen zonder eene andere te hebben verkregen —; deze wetten zijn immers van zoodanigen aard dat zij de onderhoorigheid van herkomst kunnen doen vervallen, met of zonder eene andere in de plaats te stellen.

Aldus blijkt het geval der Duitschers die, getroffen zijnde door de wet van denationaliseering, geen nieuwe nationaliteit door middel van naturalisatie hebben aangevraagd.

Krachtens de Deutsche wet verliest men de nationaliteit door vestiging in den vreemde of door verkrijging van eene andere nationaliteit. Men zou dus zeggen dat het gemakkelijk is, de Deutsche onderhoorigen van de niet-onderhoorigen te onderscheiden, en men zou terecht al de *heimatlosen* als niet onderhoorigen kunnen beschouwen, stond men niet tegenover deze beperking der Deutsche wet, die onze aandacht moet gaande maken :

Neemt men slechts de bewoordingen zijner eigenlijke wet in aanmerking, dan kan een Duitscher door geboorte beweren dat hij heeft opgehouden onderhoorige van Deutschland te zijn zonder te moeten bewijzen dat hij eenige keuze van nationaliteit deed of eene naturalisatie heeft bekomen. Zóó hebben tal van Duitschers dezer soort zich beroepen op de wet van 1870 om beschermd te zijn tegen of ontslagen te worden van de sequestratie.

Zoo, over 't algemeen, de naturalisatie, in den vreemde bekomen, aanleiding geeft, krachtens de artikelen 17 en 23 der Delbruck-wet, tot het verlies der Deutsche nationaliteit, dan is dit niet het geval, wanneer de aanvraag werd gedaan met voorafgaande toestemming van de bevoegde Deutsche overheden (art. 23, lid 2). In dit geval, bezit de genaturaliseerde nog zijn oorspronkelijke nationaliteit.

« De Deutsche wetgeving vóór en na de wet van 22 Juli 1913 kenmerkte zich steeds, doordat zij den in schijn gedenaturaliseerden Duitscher toeliet zijne oorspronkelijke nationaliteit te behouden, mits hij zekere handelingen verricht, welke de vreemde overheden niet in staat zijn na te gaan. Zoo gebeurt het dat, met het stelsel der wet van 1870, het verblijf in den vreemde gedurende tien jaar in beginsel aanleiding geeft tot de denaturalisatie, doch dat zij ophoudt van kracht te zijn, zoo de belanghebbende, gedurende het verloop van den termijn, in Deutschland gereisd heeft, al ware het slechts bij toeval of om louter vermaak, of hij zich in een Duitsch consulaat heeft laten inschrijven. Zóó geschiedt het nog dat de wet van 22 Juli 1913, welke ditmaal de Deutsche overheden deed deelnemen aan de door haar ingerichte internationale leugen, beslist dat de Duitscher, die eene vreemde nationaliteit vrijwillig verkrijgt, zijne oorspronkelijke nationaliteit bewaart mits eene eenvoudige machtiging door het bestuur. » (Zie GAUDEMET, *Revue trimestrielle du droit civil*, 1919, bl. 104. — WEIL, « La double nationalité

en droit allemand avant et après la loi du 22 juillet 1913», *Rev. droit intern. privé*, 1916, bl. 142.)

Het Hof te Leipzig, bij arrest van 26 Januari 1906, heeft beslist « dat, in geval van voortdurend verblijf gedurende tien jaren in den vreemde, de rechter het behoud der Duitsche nationaliteit moet vermoeden, tenzij elke veronderstelling van termijnonderbreking door een reis in Duitschland of door de inschrijving in het consulaat feitelijk uitgesloten zij. »

Anderdeels onderwijst de Duitsche leer dat « het beginsel, volgens hetwelk de naturalisatie, in den vreemde bekomen, aanleiding geeft tot het verlies van de bestaande nationaliteit, tot het Fransche recht behoort. »
GEORGE MEYER, *Lehrbuch des deutschen Staatsrechts*, § 79.

Men herinnert zich dat de Duitsche overheid, tijdens de bezetting, zekere jongelieden van Duitsche ouders, die op Belgisch grondgebied waren geboren en die de Belgische nationaliteit door keuze of naturalisatie hadden verkregen, wilden inlijven in hun leger en beweerden dat zij aldus artikel 43 van de Overeenkomst van 's Gravenhage niet schonden.

Ook heeft het Hof te Parijs beslist bij arrest van 28 Februari 1918 (*Gaz. du Pal.*, 5 Juli 1918) dat een Duitscher door geboorte, wanneer hij beweert dat hij in Frankrijk gedernationaliseerd is, moet bewijzen niet alleen dat een der feiten, waaraan de wet in zijn land van herkomst het verlies der nationaliteit hecht, bestaat, maar ook dat de omstandigheden die, volgens dezelfde wet, beletten dat zulks geschiedt, zich niet voordeden, en, bij gebreke van dit bewijs, werd de eisch van hem, die dezen instelde, afgewezen.

Ten onrechte zou men twee zaken verwarren, die niet noodzakelijk onderling verbonden zijn, wat betreft het punt dat ons aanbelangt; de « *heimatlosat* » en het verlies van de oorspronkelijke nationaliteit.

Sommige rechterlijke beslissingen verklaarden dat, in de moderne opvatting van het recht, elke persoon eene bepaalde nationaliteit moet bezitten en dat hij, zoolang hij niet eene nieuwe nationaliteit heeft verkregen, de oude behoudt.

Zonder dit theoretisch geschil te willen behandelen, stellen wij vast — dat, bij het artikel 297 van het Vredesverdrag, Duitschland zich verbindt zijne onderhoorigen te vergoeden wegens de vereffening of de weerhouding van hunne goederen, rechten of belangen in de geallieerde of geassocieerde landen. Welnu, Duitschland kan zich enkel verbinden voor hen, die het erkent als zijnde zijne onderhoorigen.

Zoo de term « onderhoorige » noodzakelijkerwijze de oude Duitschers moest omvatten, die werkelijk hebben afgezien van hunne oude nationaliteit, zonder er eene nieuwe te verkrijgen, die *hechte heimatosen* zijn, dan zou de wet — welke eene wet is tot regeling van den toestand tegenover Duitsche onderhoorigen — veel strenger zijn voor deze laatsten dan voor de onderhoorigen van Duitschland, die het recht hebben eene vergoeding te bekomen. Zij zouden niets hebben te eischen noch van de geallieerden, noch van hun vroeger vaderland.

De eenige vraag welke ons aanbelangt is, of een geboren Duitscher al

dan niet zijne oude nationaliteit heeft afgelegd, hij moge al dan niet eene andere nationaliteit hebben verkregen, hij moge *heimatlos* of genaturaliseerde Belg, Engelschman of Argentijn, enz., zijn. Een persoon, thans los van alle nationaliteit, kan opgehouden hebben Duitscher te zijn, evenals een andere Duitscher kan gebleven zijn, al heeft hij in schijn eene andere nationaliteit verkregen.

Het zou onbillijk zijn dat de eerste door de wet getroffen worde en dat de andere daaraan zou kunnen ontsnappen.

Het ontslag van nationaliteit, de naturalisatie zijn slechts gegevens, die kunnen in overweging genomen worden, bij het opzoeken van een enkel feit : het werkelijk, wezenlijk, onherroepelijk verlies der nationaliteit.

Zooals het vraagstuk zich voordoet, is het volstrekt noodig — wegens de bijzondere wetgeving van Duitschland, — als Duitse onderhoorigen te beschouwen de geboren Duitschers, die niet bewijzen dat zij van de Duitse nationaliteit geheel en voorgoed hebben afgezien.

De wet van 25 October 1919 betreffende de keuze van vaderland gaat veel verder, wanneer zij het voordeel der wet van 1909 onttrekt aan de gewezen onderhoorigen van de vijandelijke Mogendheden, die niet bewijzen eene nationaliteit te hebben verkregen (Zie art. 1, 2^o, van gezegde wet).

Hoe zal men den afstand van de nationaliteit kunnen bewijzen? Dit bewijs zal moeten voortvloeien uit een samenstel van feiten, waaruit duidelijk blijkt de wil, van zijn vaderland volstrekt af te zien, om te leven onder de wetten van een ander vaderland.

Dit bewijs zal ongetwijfeld een zeer ernstigen grondslag vinden, wanneer men het ontslag van nationaliteit, het bekomen van de naturalisatie in een ander land kan aanvoeren. Dat zijn echter alle slechts uiterlijke feiten.

Zij zullen moeten aangevuld worden met de gegevens, die het zeker inzicht te kennen geven dat men Duitschland heeft willen verlaten zonder voornemen er ooit weer te keeren (vergelijk het vroeger art. 17, 3^o, van het Burgerlijk Wetboek).

Dit aanvullend bewijs zal niet noodzakelijkerwijs blijken uit eene handelsinrichting, uit eene aangifte van verblijf, maar kan worden afgeleid van de uiterlijke houding : zoo een Duitscher door geboorte, die tot Belg werd genaturaliseerd of een « *heimatlose* » is, onbetwistbare bewijzen van zijne gehechtheid aan ons land heeft gegeven, zoo hij den militairen dienst heeft volbracht — zonder zich te beroepen op het *heimatlos* —, zoo hij zelf of zijne zonen hebben dienst genomen in de rangen van ons leger, dan zullen deze houding, deze tijdens den oorlog aan onze ongelukkige landgenooten bewezen diensten onbetwistbare bewijsgronden opleveren.

Het bewijs door daadzaken moet de aanvulling zijn van wat wellicht slechts den schijn van het recht had.

Doch, in elk geval zal dit bewijs moeten geleverd worden door hem, die vraagt van de sequestratie te worden ontheven; het bewijs zal moeten geleverd worden op dezelfde wijze als dit werd geëischt van den Belg die eertijds het bewijs moest leveren van zijne vestiging in den vreemde zonder inzicht van terugkeer.

« *De Belgische wet kon onmogelijk minder eischend zijn voor den vijand, die den last van dergelijke verplichting zoekt af te schudden*; insgelijks is het onmogelijk dat ons recht, door in elk geval toe te stemmen in de *zuivere en eenvoudige* uitvoering van artikel 21 der wet van 1870 zonder een aanvullend bewijs te eischen, een persoon hebbe beschouwd als hebbende opgehouden Duitscher te zijn en niet aan de sequestratie onderworpen, wanneer hij gedurende tien jaren onafgebroken in België zou hebben verbleven, zelfs zoo deze vestiging enkel geschiedde om handel te drijven, zelfs zoo hij zich hadde gevestigd met het inzicht terug te keeren, *animo redeundi*. » (J. M. « *La mise sous séquestre des biens ennemis* », *Journ. des Trib.*, 1919, kol. 688) ».

Van het Openbaar Ministerie kan men geen ander bewijs eischen, dan dat de persoon van Duitsche herkomst was. (Brussel, 28 Juni 1919, B. J., kol. 1341.)

Mocht men anders handelen, dan zou men aan de talrijke Duitschers, die de camoufleerkunst in zake nationaliteit hebben uitgeoefend, toelaten aan de sequestratie te ontsnappen.

Insgelijks moet men vermijden, op onrechtvaardige wijze de *heimatlosen* te treffen, die niets gemeens meer hebben met Duitschland, die er zelfs werden uit verbannen, en degenen te sparen, die zich aan huichelarij in de naturalisatiën hebben schuldig gemaakt.

Bij toepassing van bovengemelden regel moet, over de vraag, wat men met het oog op deze wet onder Duitsch onderhoorige dient te verstaan, in elk bijzonder geval beslist worden door de rechtbanken.

Onder « gecontroleerde maatschappijen » moet men verstaan niet alleen instellingen beheerd door het Duitsch privaatrecht, maar ook de onder den dekmantel der vreemde wetten fictief « opgerichte maatschappijen, wanneer het grootste deel der aan de regeling van de vereeniging onderworpen kapitalen toebehoorden aan onderdanen van landen bedoeld bij het besluit-wet van 10 November 1918 ». (Zie de verklarende wet van 20 Augustus 1919).

Welke zaken dienen te worden aangegeven, gesequestreerd en vereffend ?

Dat zijn, natuurlijk, al de goederen, welke de natuurlijke personen of de rechtspersonen in 1914 bezitten in België.

De sequestratie geldt voor geheel het maatschappelijk vermogen der vennootschappen.

De gesequestreerde goederen moeten zich in België bevinden : zijn het roerende of onroerende goederen, dan moeten zij in België gelegen zijn; zijn het schuldvorderingen, dan moeten zij in België betaalbaar zijn; zijn het rechten, dan moeten zij in België of van uit België kunnen uitgeoefend worden.

De wet kan geene vermogens treffen, welke in het vijandelijke land zijn overgebracht of zich aldaar bevinden. Naar aanleiding daarvan, kon een bezwaar zich voordoen, wat betreft de aandeelen aan toonder in de Belgische vennootschappen, wegens de betwisting over den aard der maatschappelijke

titels : maken zij goederen uit die op hun eigen bestaan ? Heeft de titel een wezenlijken aard onderscheiden van dien der overige schuldvorderingen (Duitsch stelsel) ofwel vertegenwoordigt hij eene schuldvordering (Fransch stelsel) ?

De wet steunt op het Fransche stelsel en het Verdrag van Versailles drukte er op, dat de vereffeningsmaatregelen noodzakelijkerwijze gelden voor de titels van vennootschappen, in den vreemde door vijandelijke onderdanen bezeten en die regelmatig zouden vervreemd geweest zijn op de wijzen, aan het slot der Memorie van Toelichting vermeld.

Men moet inderdaad opmerken dat, naar luid van paragraaf 40 der bijlage van afdeeling IV van het Verdrag, Duitschland verplicht is, aan België, binnen een tijdsbestek van zes maanden, al de titels van dien aard ter hand te stellen, welke zich in handen van Duitsche onderhoorigen bevinden.

Deze tekst zal een einde maken aan de moeilijkheid, die is opgerezen wat aangaat de verzekeringspolissen betreffende den persoon van den gesequestreerde, wanneer zij niet als waarborg werden gegeven aan Belgische, geallieerde of neutrale schuldeischers.

Artikel 11 van het besluit-wet van 10 November 1918 bepaalt dat de bewaarder niet gemachtigd is die verzekeringspremie te betalen, en, anderzijds, het meerendeel der contracten bepalen dat de persoonlijke wil van den verzekerde vereischt wordt voor den afkoop.

Een omzendbrief van het parket-generaal van Brussel heeft er uit afgeleid dat men het teruggeven van deze polissen aan de gesequestreerden mocht toelaten. Het zijn nochtans geene rechten verbonden aan den persoon, en het is niet onmogelijk het zoo op te vatten dat de bepaling betreffende de formaliteit van afkoop kan toegepast worden onder dezelfde voorwaarden als wanneer een gewoon verzekerde onder curateele geplaatst werd.

In het wetsontwerp worden, bij artikel 2, vermeld zij die, geboren Duitsche onderhoorigen, moeten beschouwd worden krachtens wettelijke bepalingen, vervat hetzij in het Verdrag van Versailles, hetzij in Belgische inlandsche wetten, als hebbende deze nationaliteit reeds voor goed afgestaan, of die in zoodanige omstandigheden verkeerendat zij ze binnen een zekeren termijn kunnen verliezen. Als gevolg van deze bepaling kunnen de goederen der eersten niet alleen meer het voorwerp uitmaken van sequestratie, vereffening, of toekeming ; zoo reeds vroeger een zoodanige maatregel daarop toegepast werd, zal deze onmiddellijk ophouden van kracht te zijn. (Zie art. 6 hierna). Op de goederen van de anderen zullen nog slechts uitsluitend maatregelen tot bewaring kunnen toegepast worden.

De personen, die de Duitsche nationaliteit voorgoed hebben verworpen, krachtens het Verdrag gedernationaliseerd, zijn die, welke *krachtens het Verdrag en van rechtswege* de nationaliteit van eene geallieerde, geassocieerde of onzijdige mogendheid hebben verkregen. Dit artikel sluit de geboren Duitschers uit, die eene andere nationaliteit zouden verkrijgen door middel van naturalisatie of keuze, door eene onzijdige mogendheid toegestaan.

Wat meer in het bijzonder België betreft, geldt n° 2° van artikel 2 voor de inwoners van Eupen en Malmedy bedoeld bij artikel 35 van het Verdrag van Versailles, namelijk die, welke *op het afgestane gebied gevestigd zijn*. N° 3° van hetzelfde artikel is integendeel toepasselijk op de inwoners van Malmedy en Eupen, *in België gevestigd vóór 1 Augustus 1914* en voor wie geldt artikel 4 der wet van 25 October 1919.

Het is echter niet zonder belang, er op te wijzen dat er geene Malmédische en Eupense nationaliteit bestaat en dat, bij gevolg, deze bewoondingen moeten verstaan worden als doelende uitsluitend op die van de inwoners dezer streken, welke bestemd zijn om, krachtens het verdrag of de wet, Belgische onderhoorigen te worden.

Zij kunnen dus niet toegepast worden op de Duitsche onderhoorigen, die zich op dit grondgebied na 1 Augustus 1914 gevestigd hebben (art. 36 van het Verdrag), noch op de inwoners van Eupen en Malmedy die zich hebben gevestigd in België, te zamen met den veroveraar, na 1 Augustus 1914 (wet van 25 October 1919, art. 4, 3^{de} lid) ofwel in Duitschland of elders.

Artikel 3 voert een verschillende regeling in voor hen, die de Belgische nationaliteit krachtens het verdrag van rechtswege zouden verkrijgen, voor en hen, die deze nationaliteit slechts krachtens de wet van 25 October 1919 verkrijgen. De eersten, die, naar luid van het verdrag, aan eene volksstemming moeten deelnemen, zijn bevoordeeld. Zij zijn aan geen enkel der bij de wet voorziene maatregelen onderworpen.

De anderen ontsnappen niet, tenminste voorloopig, aan de maatregelen van sequestratie en van aangifte; vervolgens, zoo zij Duitschers blijven, zullen zij de maatregelen van vereffening niet ontgaan. De maatregelen van begunstiging zijn afhankelijk gesteld van hunne opneming in het Belgisch gezin. Men zou overigens niet begrijpen dat Duitschers, die *Duitschers blijven* of de hoedanigheid van Belg vrijwillig weigeren, zich haasten *opnieuw Duitschers te worden*, aan de maatregelen van de wet ontsnappen. Er moet een middel zijn om hen te treffen en dit middel doet de slotalinea van artikel 3 aan de hand.

Ongetwijfeld hebben omzendbrieven van het Departement van Justitie aan de Parketten voorgeschreven onvoorwaardelijk, de sequestratie op te heffen voor de goederen toebehoorende aan inwoners van Malmedy, en het mag voorkomen dat deze omzendbrieven thans aan de toepassing van artikel 3 al de personen onttrekken, bedoeld bij n° 3° van artikel 2 van het wetsontwerp.

Het blijkt echter niet dat men deze onderrichtingen in een gelijklopenden tekst diene vast te leggen, want dan zou men in de onmogelijkheid verkeeren de Duitschers te treffen, die ten allen prijs Duitschers willen blijven of opnieuw worden.

Er werd echter voorgesteld dat men de toepassing daarvan zou kunnen verzachten door de slotalinea van artikel 3 te doen wegvallen: zelfs met weglating van deze zinsnede, zou het de sequestratie en de vereffening mogelijk maken van de goederen der inwoners van Malmedy die, in België gevestigd, vrijwillig Duitschers zouden blijven of opnieuw worden.

De Commissie was van meening dat, eens de geldigheid der voorgestelde maatregelen erkend, men de toepassing daarvan niet mag ontzenuwen door uitzonderingen, die de meeste zijner uitwerkingen zouden verlammen en waarvan vele zich niet kunnen beroepen op « dringende redenen van algemeene rechtsorde of rechtvaardigheid die ze zouden billijken. »

Naar luid van artikel 4 van het ontwerp zijn uitgesloten, enz. « 1° Die » welke deel uitmaken van de nalatenschap van eenen sedert 10 Novem- » ber 1918 overleden Duitschen onderhoorige, wanneer deze nalatenschap, » behoudens het aan den overlevenden echtgenoot toekomende aandeel, » gansch vervalt aan bloedverwanten in de rechte linie van Belgische » nationaliteit. »

Waarom dit voordeel verleen en alleen aan de nalatenschappen, welke gansch vervallen aan bloedverwanten in de rechte linie van Belgische nationaliteit?

Deze bepaling is geheel in strijd met artikel 726, 4^{de} lid van het Burgerlijk Wetboek, dat luidt : « In het geval van verdeling van eene zelfde erfenis » tusschen vreemde en Belgische medeërfgenenamen, zullen deze laatste op de » in België gelegen goederen een deel voorafnemen gelijkstaande met de » waarde van de goederen in den vreemde gelegen, waarvan zij krachtens » de plaatselijke wetten en gewoonten, te welken titel het ook zij, zouden » uitgesloten zijn. »

In stede van de Belgische onderhoorigen te beschermen, benadeelt het ontwerp hen door hun de weldaad te ontnemen van de bescherming, welke de wetgever uitdrukkelijk aan al de Belgen zonder onderscheid verleent.

Om deze critiek te voorkomen, zou het volstaen artikel 4 en 1 te doen luiden : « 1° Die, welke deel uitmaken van de nalatenschap van eenen sedert » 10 November 1918 overleden Duitschen onderhoorige, wanneer deze » nalatenschap, behoudens het aan den overlevenden echtgenoot toekomende » aandeel, geheel of gedeeltelijk vervalt aan erfgerechtigden van Belgische » nationaliteit. De aandeelen, welke bij voorkomend geval kunnen toekomen » aan de medeërfgenenamen van vijandelijke nationaliteit, worden in bewaar- » derhand gesteld. » Onder deze voorwaarden zullen de Belgische erfge- » rechtigden met den bewaarder de geschillen uitmaken, welke onder de medeërfgenenamen zouden kunnen ontstaan.

Naar luid van artikel 4, 2°, zou eene vrouw van Belgischen oorsprong, die met een Duitscher is gehuwd en in Duitschland blijft wonen, wier echtgenoot of zonen in het vijandelijk leger zouden gestreden hebben, die met hart en ziel Duitsch geworden is, en nooit de Belgische nationaliteit zal terugverkrijgen, goederen kunnen bekomen, welke zij nog in België bezit, en er ten voordeele van haren man of van hare kinderen kunnen over beschikken...

Er kan zich natuurlijk voordoen de belangwekkende toestand van Belgische vrouwen, die vóór de oorlogsverklaring een huwelijk aangingen en die op zekeren dag de Belgische nationaliteit zouden terugbekomen ten gevolge van de ontbinding van het huwelijk en een toegelaten terugkeer in het land. Deze toestand kan niet de onmiddellijke overhandiging aan deze

personen — en onrechtstreeks aan Duitsche onderhoorigen — van hunne goederen ten gevolge hebben, maar wel maatregelen geschikt, om de latere en mogelijke toekenning dier goederen voor te behouden. Die maatregelen worden bij artikel 17 voorgesteld.

De uitzondering, bij artikel 4, 5°, bedoeld is nog minder te begrijpen : zij zou dus aan een Duitscher toelaten — tenzij men te zijnen laste stellige vijandelijke handelingen zou kunnen bewijzen, en welke ook zijne gevoelens ten opzichte van België of van zijne bondgenooten wezen, — zijne goederen te behouden, omdat een zijner zonen of kleinzonen « eervol » in een der geallieerde legers zou gediend hebben — wellicht tegen den zin van den begunstigde... En zoo andere zijner zonen tegen ons gestreden hebben ?

Deze uitzondering is in strijd met het persoonlijk karakter der sequestratie.

Het wetsontwerp voert eene uitzondering in betreffende de huizen bewoond door Duitsche onderhoorigen, die in België hebben verbleven gedurende ten minste 10 jaren, zonder onderbreking, vóór 1 Augustus 1914.

Een van beide : ofwel zal dit verblijf zonder onderbreking dezen persoon zijne hoedanigheid van onderhoorige hebben doen verliezen — en dan zal hij aan de sequestratie ontsnappen — ofwel heeft hij stellige handelingen verricht, waardoor hij zijne nationaliteit heeft behouden of waardoor hij een vreemdeling bij ons is gebleven. Waarom hem dus deze gunst geschonken ?

En hoe onbillijk zou het zijn, haar voor te behouden aan hen, die in België, als eigenaar, groote onroerende goederen konden bezitten, als wanneer zij er als huurders geen gebruik zouden van gemaakt hebben.... Waarom zulk gunststelsel ten voordeele van het Duitsche onroerend vermogen ?

Daaruit volgt dus dat nummers 2°, 3° en 5° van artikel 4 dienen weg te vallen.

Artikel 5, dat de private meubelen bedoelt, moet natuurlijk verklaard worden in den zin van stoffeerende meubelen volgens artikel 534 van het Burgerlijk Wetboek, zonder dat men daaronder moet verstaan al wat roerend is, noch de verzamelingen. Het kunnen slechts voorwerpen van persoonlijk gebruik zijn, van intiem aard, toevoorende aan den gesequestreerde en aan de zijnen.

Maar toch mag hij, die deze gunst geniet, niet deelgenomen hebben aan eenige vijandelijke handeling tegen België. In algemeene bewoordingen luidend — zooals dit het geval is —, zou dit artikel aan de spionnen, aan hen die wij in uniform of veilig in de *Kommandanturen* en de *Zentralen* hebben teruggevonden toelaten, opnieuw in het bezit van hunne meubelen te komen. Dit zou de openbare meening niet dulden.

De rechtspleging in zake sequestratie, vereffening en toekenning moet van gerechtelijken aard zijn, zij moet aan den bestuurlijken invloed ontsnappen. Dit moet de leiddraad zijn van hare verrichtingen.

Aangezien de nieuwe wet de voortzetting is van de thans van kracht zijnde besluiten, zal men zich aan de reeds gevestigde rechtspraak moeten gedragen. Door de nieuwe bepalingen worden de vroegere regelen nader omschreven of aangevuld. Aldus bleek het gepast aan elk geschil een einde te stellen; het recht van den belanghebbende nader te omschrijven om de opheffing van de sequestratie aan te vragen.

Wat echter de verzekeringscontracten betreft, dienaangaande dient te worden verwezen naar de bijzondere bepalingen van het Verdrag, welke trouwens afwijken van den algemeenen regel strekkende tot nietigverklaring van de contracten tusschen vijanden gesloten (art. 299 en bijlage § 8 en volgende).

De regeling van de tegenwoordige of mogelijke rechten van de verzekerden valt buiten deze wet. De maatregelen tot tenuitvoerlegging betreffende deze regeling behooren tot de bevoegdheid van den Dienst van Verzekering en Sociale voorzorg, bij het Ministerie van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading ingesteld.

Artikel 14 voorziet een recht van weerhouding ten behoeve van den Staat.

De algemeene uitdrukking *weerhouden* werd gebezigd, om de dubbele mogelijkheid te voorzien, welke zich in zoodanig geval voordoet : aankoop ten behoeve van de domeinen, of verkoop onder de voorwaarden voorzien bij de vorige artikelen van het ontwerp. De goederen worden *weerhouden* tot dat de Staat eene beslissing hieromtrent genomen hebbe. Het doel is niet, de vereffening te schorsen, doch den Staat toe te laten te beraadslagen alvorens aan te koopen of te doen vereffenen.

Het is duidelijk dat het Beheer der domeinen slechts bewaarder wordt van het gedrepte van de werkelijke weerhouden goederen : de zin van het 2^{de} lid van artikel 14 laat geen twijfel over. Om nog duidelijker te zijn, diende men in het 2^{de} lid vóór het woord *goederen* in te voegen het woord *weerhouden*.

Weerhouden heeft verder ten doel aan te koopen in de mate dat de aankoop met het openbaar belang blijkt te strooken. Wat onder de weerhouden goederen door den Staat niet zal worden aangekocht, zal worden vereffend door de Domeinen, handelende in de hoedanigheid van bewaarder.

De artikelen 9 tot 17 regelen de wijze van vereffening. Geen wijziging wordt gebracht in de tegenwoordige regeling, behoudens de verplichte openbare toewijzing.

Dit zou echter geene volstreekte verplichting mogen zijn. Men moet aannemen dat men van den regel kan afwijken en sommige leden hadden zelfs voorgesteld, deze wijze van vereffening slechts voor te schrijven, zoo de waarde der goederen, die dienen te gelde te worden gemaakt, meer bedroeg dan een te bepalen minimum.

De openbare verkooping, in al de gevallen verplichtend gemaakt, kan aanleiding geven tot groote kosten.

Het wetsontwerp stelde eene raadgevende commissie in (art. 21), bestemd om naast de voorzitters der rechtbanken op te treden. De Middenafdeeling was van meening dat men tot de oprichting van die nieuwe instelling niet diende over te gaan en dat men mocht berusten in de voorzichtigheid der voorzitters onder het toezicht van de Hoven van Beroep.

De artikelen 17 en volgende regelen de toekenning van de opbrengst der vereffeningen.

Hier stelt de Middenafdeeling maatregelen voor van welwillendheid en billijkheid ten gunste van sommige klassen van personen, die bij de al te strenge toepassing der wet onherroepelijk zouden geschaad worden door de wijze van vereffening.

Het valt echter op te merken dat deze vergoedingen slechts kunnen verleend worden aan Belgische personen, onverschillig of zij het zijn of opnieuw worden.

Het toezicht zal door de Parketten slechts uitgeoefend worden in onderling overleg met de tuchtraden en men mag staat maken op hunne fijngevoeligheid, de hoofscheid en de goede betrekkingen die steeds tusschen magistratuur en balie bestaan hebben om alle redenen tot geschillen uit den weg te ruimen en het noodig toezicht op steeds kiesche verrichtingen, welke soms van groot belang zijn, te verzekeren.

De ambtenaren van de domeinen zullen niet rechtstreeks optreden tegenover de bewaarders. Hunne plichten zullen bepaald worden door het Openbaar Ministerie dat hunne medewerking zal eischen. In de vervulling van hunne opdracht, zullen zij van het Openbaar Ministerie afhangen. Dit blijkt uit den tekst van artikel 20.

De ambtenaren van de domeinen door het Ministerie van Financiën aangesteld op verzoek van den Procureur-Generaal, hebben eene bijzondere opdracht, zij zijn bevoegd om, met tusschenkomst van de bewaarders, de akten betreffende de vereffening op te maken, onder meer, de akten van vervreemding.

Zijn authentiek, naar luid van artikel 1317 van het Burgerlijk Wetboek, al de akten ontvangen door openbare ambtenaren, die gerechtigd zijn om te handelen in de plaats waar de akte werd opgemaakt, en met de vereischte vormen.

Een ambtenaar, die binnen de grenzen van zijn ambt handelt, geeft aan de akten, welke hij opmaakt, de noodige authenticiteit.

Artikel 20 geeft aldus aan de bedoelde ambtenaren het recht te fungeeren en, als noodzakelijk gevolg, de macht authenticiteit te verleen.

Om elken twijfel te voorkomen, zou het 3^{de} lid van artikel 20 moeten luiden als volgt : « Deze ambtenaren zijn bevoegd om, met de tusschenkomst van de bewaarders, de akten betreffende de vereffening op te maken, »

Het feit, dat artikel 20 het toezicht op de sequestraties aan het Openbaar Ministerie oplegt, en dat de rechtspleging voor de sequestratie een maatregel van algemeenen aard is, gewettigd door de beschouwingen van politieke aard, verklaart dat de bewaarders rechtstreeks aan de geseques-

treerden geen rekening behoeven te geven en door dezen niet kunnen vervolgd worden wegens fouten, welke zij in de uitoefening van hun ambt konden begaan. Het is natuurlijk niet aan te nemen, dat een persoon, die eene gerechtelijke opdracht heeft vervuld, zou kunne worden blootgesteld aan rechtsvervolgingen, welke de gesequestreerde tegen hem met een oogmerk van wrok of plagerij zou willen instellen. Echter, evenals elke lasthebber, is hij aansprakelijk voor zijn beheer en voor de fouten, welke hij kon begaan.

Op dit punt schijnt de wet te moeten worden aangevuld. Aan het Openbaar Ministerie zal de bewaarder rekening geven. Zoo dit acht ze niet te kunnen aannemen, zal de Voorzitter der Rechtbank uitspraak doen. Aangezien deze rekening en verantwoording ten gevolge kan hebben het begrooten van de eereloonen toekomende aan de bewaarders, is het gepast te voorzien dat de Voorzitter der Rechtbank zich tot de tuchtraden zal kunnen wenden om hun advies in te winnen over de eischen, welke hem overdreven schijnen, of hunne aandacht te vestigen op de misbruiken welke hij mocht achten te bestaan.

Artikel 22 heeft niet ten doel, alleen de handelingen van beheer en van beschikking, welke met toestemming van den Minister van Economische zaken werden verricht, geldig te verklaren. Het spreekt van zelf dat er geen sprake kan van zijn, de handelingen van beschikking — en nog minder van beheer — te betwisten of erop terug te komen, wanneer de bewaarders ze hebben verricht binnen de grenzen en krachtens de besluiten van 10 November 1918 en 18 April 1919, of ter uitvoering van bevelschriften of machtigingen van de voorzitters der Rechtbanken.

Dit artikel bedoelt de gevallen van afstand met bijzondere machtiging van het Ministerie van Economische Zaken en vooral de vervreemding van titels, in het buitenland bezeten door vijandelijke onderhoorigen en die zich niet in het stoffelijk bezit van de bewaarders bevonden.

Sommige dezer verhandelingen zijn geschied zonder tusschenkomst dezer laatsten.

Het zijn diezelfde handelingen van beschikking, welke het tweede lid bedoelt, wat de toekomst betreft.

Deze machtiging kan uiterst nuttig zijn in het belang onzer nijverheid.

Het komt ook voor, dat de bevoegdheden van de Regeering zouden moeten worden aangevuld in die vooral kiesche zaak van den terugkeer, in Belgische handen, der belangen, door de vijanden in onze nijverheid bezeten.

Paragraaf 10 van de bijlage der afdeeling IV, van het Verdrag van Versailles, voorziet wel dat zij binnen zes maanden na het in werking treden zullen moeten overhandigd worden. Men kan echter nog twijfel koesteren omtrent de tenuitvoerlegging van deze bepaling en voorzien dat een groot aantal dezer titels door hunne vroegere eigenaars zullen verhandeld zijn geworden ten voordeele van geallieerde, onzijdige — ja, zelfs Belgische — onderhoorigen, zonder dat men het kunne bewijzen en de titels vereenzelvigen.

Het is niet onnuttig, aan de Regeering de noodige macht te geven om, door middel van bijzondere maatregelen, te beletten dat deze bepaling doode letter blijve.

De Middenafdeeling was van meening dat, van stonden aan, geen uitspraak diende te worden gedaan over het beginsel en de wijze van vereffening der goederen behorende aan niet-Duitsche onderhoorigen.

Het bleek onlangs uit eene bespreking in den Senaat dat men wellicht zou moeten nagaan op welke bijzondere wijze tegenover andere landen dient te worden gehandeld. Het is van belang ontbloot een voorbarig oordeel te vellen over de mogelijke oplossing, alswanneer sommige verdragen nog niet definitief zijn geworden.

De toestanden kunnen overigens uiteenloopen, wat betreft de op te leggen regelen tot vaststelling van de nationaliteit, de in te willigen uitzonderingen en, desvoorkomend, de rechtspleging.

Mits deze aanmerkingen en amendementen, stelt de Middenafdeeling u voor, het ontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,

P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



Texte du projet de loi.

ARTICLE PREMIER.

En exécution de l'article 297 du Traité de Versailles du 28 juin 1919, seront réglées par les dispositions de la présente loi : la déclaration, la mise sous séquestre, la liquidation et l'attribution de tous les biens, droits et intérêts appartenant, à la date de la mise en vigueur du Traité, à des ressortissants allemands ou à des sociétés contrôlées par eux sur le territoire national, non compris le territoire nouveau cédé à la Belgique en vertu du Traité.

ART. 2.

Ne sont pas considérés comme ressortissants allemands au sens de l'article premier :

1° Ceux qui, en vertu du Traité de paix, acquièrent de plein droit la nationalité d'une puissance alliée ou associée à la Belgique ou la nationalité d'une puissance neutre, à moins que, faisant usage d'une faculté concédée par le Traité, ils n'aient opté en faveur de l'Allemagne;

Tekst van het wetsontwerp.

EERSTE ARTIKEL.

Ter uitvoering van artikel 297 van het Verdrag van Versailles van 28 Juni 1919, worden de bepalingen van deze wet geregeld : de aangifte, de in-bewaarderhand-stelling, de vereffening en toekenning van alle goederen, rechten en belangen, welke, op den dag van het van kracht worden van het Verdrag, toebehooren aan Duitsche onderhoorigen of aan vennootschappen, door hen gecontroleerd op het grondgebied des Rijks, met uitsluiting van het krachtens het Verdrag aan België afgestaan nieuw grondgebied.

ART. 2.

Worden niet als Duitsche onderhoorigen in den zin van artikel 1 aangezien :

1° Zij, die, krachtens het Vredesverdrag, de nationaliteit van éene met België geallieerde of geassocieerde mogendheid of de nationaliteit van éene onzijdige mogendheid van rechtswege verkrijgen, tenzij zij, gebruik makende van een recht hun toegestaan door het Verdrag, de Duitsche nationaliteit hebben verkozen ;

Amendements
proposés par la Section Centrale.

ARTICLE PREMIER.

Comme ci-contre.

ART. 2.

Sont, au sens de l'article premier, considérés comme ressortissants allemands, tous ceux qui ayant possédé, à une époque quelconque la nationalité allemande, ne justifient pas l'avoir répudiée complètement et définitivement.

La suite comme ci-contre.

Amendementen voorgesteld door de
Middenafdeeling

EERSTE ARTIKEL.

Zooals hiernevens.

ART. 2.

Wordt als Duitsche onderhoorige in den zin van artikel 1 aangezien alwie, na de Duitsche nationaliteit te hebben bezeten op welk tijdstip ook niet bewijst ze geheel en onherroepelijk te hebben verworpen.

Het overige zooals hiernevens.

Texte du projet de loi.

2° Ceux qui, en vertu de l'article 36 du Traité de Paix, acquerront de plein droit la nationalité belge;

3° Ceux qui, en vertu de l'article 4 de la loi du 23 octobre 1919, acquerront de plein droit la nationalité belge, mais seulement à partir du jour où le transfert de la souveraineté sera devenu définitif et à moins que les intéressés, usant d'une faculté concédée par la loi, n'aient opté en faveur de l'Allemagne;

4° Ceux qui, en vertu des dispositions du Traité de paix, à l'exception de l'article 49, peuvent acquérir de plein droit, à l'issue d'un plébiscite, la nationalité d'une puissance alliée ou associée à la Belgique ou la nationalité d'une puissance neutre, mais seulement à partir du jour où le transfert de la souveraineté sera devenu définitif et à moins que les intéressés, usant d'une faculté concédée par le Traité, n'aient opté en faveur de l'Allemagne.

ART. 3.

Les biens, droits et intérêts des personnes appartenant aux deux premières catégories énumérées dans l'article précédent ne sont pas soumis aux mesures prévues par la présente loi.

Ceux des personnes appartenant aux deux dernières catégories sont soumis aux mesures de déclaration et de séquestre, mais non à celles

Tekst van het wetsontwerp.

2° Zij, die, krachtens artikel 36 van het Vredesverdrag, de Belgische naturalisatie van rechtswege verkrijgen;

3° Zij, die, krachtens artikel 4 der wet van 25 October 1919, de Belgische naturalisatie van rechtswege verkrijgen, doch alleen vanaf den dag waarop de soevereiniteit voorgoed is overgedragen en tenzij de belanghebbenden, gebruik makende van een bij de wet toegestaan recht, de Deutsche nationaliteit hebben verkozen;

4° Zij, die, krachtens de bepalingen van het Vredesverdrag, ter uitzondering van artikel 49, de nationaliteit van eene met België geallieerde of geassocieerde mogendheid of de nationaliteit van eene onzijdige mogendheid van rechtswege, na eene volksstemming, kunnen verkrijgen, doch alleen vanaf den dag, waarop de soevereiniteit voorgoed is overgedragen en tenzij de belanghebbenden, gebruik makende van een recht toegestaan door het Verdrag, de Deutsche nationaliteit hebben verkozen.

ART. 3.

De goederen, rechten en belangen der in de twee eerste categorieën van voorgaand artikel begrepen personen zijn niet onderworpen aan de maatregelen voorzien bij deze wet.

Deze van de personen, behorende tot de laatste twee categorieën, zijn onderworpen aan de maatregelen van aangifte en in-bewaar-

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 3.

Comme ci-contre sauf à supprimer
la dernière phrase.

ART. 3.

Zooals hiernevens, mits weglating
van den laatsten volzin.

Texte du projet de loi.

de liquidation et d'attribution, à moins que ces personnes ne conservent la nationalité allemande à l'issue de la consultation ou du plébiscite ou qu'ils ne la recouvrent par voie d'option. La mainlevée du séquestre ne pourra être demandée qu'à partir du transfert définitif de la souveraineté et pour autant que les intéressés n'aient pas opté en faveur de l'Allemagne.

ART. 4.

Sont exclus en outre des mesures de déclaration, de séquestre, de liquidation et d'attribution prévues par la présente loi, les biens, droits et intérêts visés à l'article premier et rentrant dans les catégories suivantes :

1° Ceux qui font partie de la succession d'un ressortissant allemand décédé depuis le 10 novembre 1918, lorsque cette succession, hormis la part revenant au conjoint survivant, est dévolue en totalité à des parents en ligne directe de nationalité belge;

2° Ceux qui appartiennent à une femme mariée qui a perdu sa nationalité belge, alliée ou associée uniquement par l'effet de son mariage, à moins que son mariage n'ait été contracté postérieurement au 4 août 1914, ou qu'elle n'ait, au cours de la guerre, participé à un acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés;

Tekst van het wetsontwerp.

derhand-stelling, doch niet aan die van vereffening en toekenning, tenzij die personen, na het volksreferendum of de volksstemming, de Duitsche nationaliteit behouden of ze bij keuze terugbekomen. De opheffing der in-bewaarderhand-stelling kan slechts worden aangevraagd na de onherroepelijke overdracht van de soevereiniteit en in zoover de betrokkenen de Duitsche nationaliteit niet hebben verkozen.

ART. 4.

Zijn bovendien van de maatregelen van aangifte, in-bewaarderhand-stelling, vereffening en toekenning, voorzien bij deze wet, uitgesloten de goederen, rechten en belangen bedoeld bij artikel 1 en behoorende tot de volgende categorieën :

1° Die, welke deel uitmaken van de nalatenschap van eenen sedert 10 November 1918 overleden Duitschen onderhoorige, wanneer deze nalatenschap, behoudens het aan den overlevenden echtgenoot toekomende aandeel, gansch vervalt aan bloedverwanten in de rechte linie van Belgische nationaliteit ;

2° Die, welke toebehooren aan een gehuwde vrouw, die hare Belgische, geallieerde of geassocieerde nationaliteit alleen door haar huwelijk heeft verloren, tenzij haar huwelijk voltrokken werd na 4 Augustus 1914, of zij, tijdens den oorlog, deel genomen heeft aan eene tegen België, zijne geallieerden of geassocieerden vijandelijke handeling ;

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen
door de Middenafdeeling voorgesteld.

Art. 4.

Comme ci-contre.

Rédiger comme suit :

1° Ceux qui font partie de la succession d'un ressortissant allemand, décédé depuis le 10 novembre 1918, lorsque cette succession, hormis la part revenant au conjoint survivant, est dévolue *en tout ou en partie à des successibles de nationalité belge. Les parts pouvant éventuellement revenir à des cohéritiers de nationalité ennemie, seront placées sous séquestre.*

2° A supprimer.

Art. 4.

Zooals hiernaevens.

Te doen luiden :

1° Die, welke deel uitmaken van de nalatenschap van eenen sedert 10 November 1918 overleden Duitschen onderhoorige, wanneer deze nalatenschap, behoudens het aan den overlevenden echtgenoot toekomende aandeel, *geheel of gedeeltelijk vervalt aan erfgerechtigden van Belgische nationaliteit. De aandeelen, welke bij voorkomend geval kunnen toekomen aan medeerfgenamen van vijandelijke nationaliteit, worden in bewaarderhand gesteld.*

2° Te doen wegvallen.

Texte du projet de loi.

3° Les maisons qui, habitées par le propriétaire, appartiennent à des ressortissants allemands ayant résidé en Belgique, sans interruption, pendant dix ans au moins, avant le 4 août 1914, ainsi que les meubles meublant lesdites maisons, à condition que les intéressés n'aient, au cours de la guerre, participé à aucun acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés;

4° Ceux qui appartiennent à un ressortissant allemand qui a servi avec honneur dans les armées belges, alliées ou associées, ou qui a rendu à la Belgique, pendant la guerre, d'autres services signalés;

5° Ceux qui appartiennent à un ressortissant allemand dont un ou plusieurs descendants ou alliés en ligne descendante ont servi avec honneur dans les armées belge, alliées ou associées, à condition qu'il ait établi sa résidence en Belgique avant le 4 août 1914 et que, pendant la guerre, il n'ait participé à aucun acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés;

6° Les pensions et prestations ayant un caractère alimentaire.

ART. 5.

Ne seront pas soumis à liquidation les mobiliers privés ainsi que tous les objets ayant un caractère de souvenir de famille, à l'égard desquels l'Etat n'userait pas de son droit de rétention.

Tekst van het wetsontwerp.

3° De door den eigenaar bewoonde huizen, welke toebehooren aan Duitse onderhoorigen, die vóór den 4^{en} Augustus 1914, gedurende minstens tien jaar, zonder onderbreking in België hebben verbleven, alsmede het huisraad dezer woningen, mits de betrokkenen tijdens den oorlog geen deel genomen hebben eenige aan tegenover België, zijne geallieerden of geassocieerden vijandelijke handeling;

4° Die, welke toebehooren aan eenen Duitschen onderhoorige die eervol in de Belgische, geallieerde of geassocieerde legers heeft gediend of andere uitstekende diensten aan België heeft bewezen tijdens den oorlog;

5° Die, welke toebehooren aan eenen Duitschen onderhoorige, van wien een of meer nazaten of aanverwanten in de nederdalende linie eervol in de Belgische, geallieerde of geassocieerde legers hebben gediend, mits hij vóór 4 Augustus 1914 zijn verblijf in België heeft gevestigd en tijdens den oorlog zich onthouden heeft van alle deelneming aan eene tegenover België of zijne geallieerden of geassocieerden vijandelijke handeling;

6° De tot onderhoud strekkende jaargelden en uitkeeringen.

ART. 5.

De private meubelen, alsook alle familieherinneringsvoorwerpen, ten aanzien waarvan de Staat niet zou gebruik maken van zijn recht van weerhouding, zijn aan geene verffening onderworpen.

Amendements proposés par la Section
centrale.3^o A supprimer.Substituer le n^o 2^o au n^o 4^o.5^o A supprimer.Substituer le n^o 3^o au n^o 6^o.

ART. 5.

Ajouter un alinéa ainsi conçu :

Toutefois cette faveur est subordonnée à la condition que les intéressés n'aient, au cours de la guerre,

Amendementen voorgesteld door de Mid-
denafdeeling.3^o Te doen wegvallen.N^r 4^o te vervangen door n^r 2^o5^o Te doen wegvallen.N^r 6^o te vervangen door n^r 3^o.

ART. 5.

Een alinea toe te voegen, luidende :

Deze gunst wordt echter afhankelijk gesteld van de voorwaarde, dat de belanghebbenden, gedurende den

ART. 6.

Dans les cas visés aux articles 2, 4 et 5, le Ministère public ainsi que tout intéressé peuvent demander la mainlevée du séquestre, par requête adressée au Président du Tribunal du lieu de la séquestration. Le Président statuera sur la requête conformément aux règles établies par les lois de procédure en matière de référés civils et après avoir pris, le cas échéant, l'avis du Ministère public.

L'appel sera recevable abstraction faite de toute évaluation et sera jugé d'après les mêmes règles. Le droit d'appel appartient au Ministère public et à tout intéressé partie en première instance.

L'appel est suspensif.

La cessation de la mise sous séquestre n'invalide aucun des actes régulièrement établi par le séquestre durant sa mission. Les frais restent à charge de la masse séquestrée.

ART. 7.

Lorsque, dans les cas visés aux articles 2 et 4, des biens, droits et intérêts ont déjà été liquidés par application de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 et de l'arrêté royal du 18 avril 1919, le produit de la liquidation, déduction faite des frais, sera attribué aux personnes lésées

ART. 6.

Het Openbaar Ministerie, alsmede elke belanghebbende kunnen, in de gevallen bedoeld bij de artikelen 2, 4 en 5, de opheffing van de in-bewaarderhand-stelling aanvragen bij verzoekschrift gericht aan den Voorzitter der Rechtbank van de plaats der sequestratie. De Voorzitter doet over het verzoekschrift uitspraak overeenkomstig de régelen, door de wetten van rechtspleging bepaald in zake burgerlijke kortgedingen en na, bij voorkomend geval, het advies van het Openbaar Ministerie te hebben ingewonnen.

Het beroep is ontvankelijk afgezien van elke begrooting en wordt naar dezelfde regelen beslecht. Het recht van beroep behoort aan het Openbaar Ministerie en aan elken belanghebbende, partij in eersten aanleg.

Het beroep is schorsend.

Het ophouden van de in-bewaarderhand-stelling maakt geene door den bewaarder gedurende zijne zending regelmatig verrichte daad ongeldig. De kosten blijven ten laste van den in bewaarderhand gestelden boedel.

ART. 7.

Wanneer, in de gevallen bedoeld bij de artikelen 2 en 4, goederen, rechten en belangen reeds vereffend werden bij toepassing van het besluit-wet van 10 November 1918 en van het koninklijk besluit van 18 April 1919, wordt de opbrengst van de vereffening, na aftrek van

Amendements
proposés par la Section centrale.

participé à aucun acte hostile à la Belgique, à ses alliés ou associés.

ART. 6.

Comme ci-contre, sauf :

I) A ajouter après les mots : « le Ministère public » les mots : « le séquestré ».

II, A remplacer les mots : « du lieu de la séquestration » par : « compétent pour prononcer la mise » sous séquestre ».

III) A remplacer les mots : « à tout intéressé » par : « toute personne ».

Comme ci-contre.
Comme ci-contre.

ART. 7.

Comme ci-contre.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

oorlog, niet deel genomen hebben aan eenige tegenover België, zijne geallieerden of geassocieerden vijandelijke handeling.

ART. 6.

Zooals hiernevens, mits :

I) Toevoeging van de woorden : « de gesequestreerde » na de woorden : « Het Openbaar Ministerie ».

II) Vervanging van de woorden : « van de plaats der sequestratie » door : « bevoegd om de in-bewaarderhandstelling uit te spreken ».

III) Vervanging van de woorden : « elke belanghebbende » door : « elken persoon ».

Zooals hiernevens.
Zooals hiernevens.

ART. 7.

Zooals hiernevens.

Texte du projet de loi.

par cette mesure ou à leurs ayants-droit.

Toutefois, en ce qui concerne les biens appartenant aux personnes visées à l'article 2, 3° et 4°, l'attribution du produit de la liquidation ne se fera de la manière spécifiée ci-dessus qu'à partir du transfert définitif de la souveraineté, et pour autant que les intéressés n'aient pas opté en faveur de l'Allemagne.

Si, dans les cas visés au présent article, il y a désaccord entre les liquidateurs et les ayants-droit, le président qui a rendu l'ordonnance de liquidation statue en dernier ressort sur requête, après avoir pris l'avis du Ministère public.

ART. 8.

Tous les biens, droits et intérêts visés à l'article 1^{er} et ne rentrant dans aucune des catégories exceptionnelles dont il est question aux articles 2, 4 et 5, seront déclarés et mis sous séquestre, conformément à l'arrêté-loi du 10 novembre 1918, s'ils ne l'ont déjà pas été par application dudit arrêté-loi.

ART. 9.

Les biens, droits et intérêts séquestrés seront liquidés conformément à la présente loi, s'ils ne l'ont pas déjà été par application de l'ar-

Tekst van het wetsontwerp.

de kosten, toegekend aan de door dezen maatregel benadeelde personen of aan hunne rechthebbenden.

Echter, wat betreft de goederen toebehoorende aan de bij artikel 2, 3° en 4°, bedoelde personen, geschiedt de toekenning van de opbrengst der vereffening op de hierboven bepaalde wijze slechts vanaf de onherroepelijke overdracht van de soevereiniteit en in zoover de belanghebbenden de Deutsche nationaliteit niet hebben verkozen.

Zijn, in de bij onderhavig artikel bedoelde gevallen, de vereffenaars en belanghebbenden het niet eens, dan doet de Voorzitter, die het bevel tot vereffening heeft uitgesproken, in hoogsten aanleg uitspraak op aanzoek, na het advies van het Openbaar Ministerie te hebben ingewonnen.

ART. 8.

Al de bij artikel 1 bedoelde goederen, rechten en belangen, die niet behooren tot de uitzonderingscategorieën, waarvan sprake in de artikelen 2, 4 en 5, worden aangegeven en in bewaarderhand gesteld overeenkomstig het besluit-wet van 10 November 1918, zoo zulks bij toepassing van gezegd besluit-wet, nog niet is geschied.

ART. 9.

De in bewaarderhand gestelde goederen, rechten en belangen worden vereffend overeenkomstig deze wet, zoo zulks bij toepassing van

Amendements proposés par la Section Centrale. —	Amendementen voorgesteld door de Middenafdeeling. —
Comme ci-contre.	Zooals hiernevens.
Comme ci-contre.	Zooals hiernevens.
ART. 8.	ART. 8.
Comme ci-contre.	Zooals hiernevens.
ART. 9.	ART. 9.
Comme ci-contre.	Zooals hiernevens.

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

rété-loi du 10 novembre 1918 et de l'arrêté royal du 18 avril 1919.

het besluit-wet van 10 November 1918 en van het koninklijk besluit van 18 April 1910 nog niet is geschied.

ART. 10.

ART. 10.

La liquidation est autorisée par ordonnance du président du tribunal de première instance du lieu de la séquestration. Cette ordonnance est rendue sur requête du séquestre déterminant l'époque, les conditions et les modalités de la liquidation.

Tot de vereffening wordt machtiging verleend bij bevelschrift van den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg van de plaats der inbewaarderhand-stelling. Dit bevelschrift wordt verleend op verzoekschrift van den bewaarder, houdende bepaling van het tijdstip, van de voorwaarden en van de wijzen der vereffening.

Le président ne statue qu'après avoir entendu le Ministère public. Si les biens et intérêts dont la liquidation est demandée ont, d'après l'inventaire fait par le séquestre, une valeur supérieure à 50,000 francs, il prend, en outre, l'avis de la commission consultative constituée comme il est dit à l'article 24.

De voorzitter doet slechts uitspraak na het Openbaar Ministerie te hebben gehoord. Zoo de goederen en belangen, waarvan de vereffening wordt gevraagd, meer dan 50,000 frank waarde hebben, naar den door den bewaarder opgemaakten inventaris, wint hij bovendien het advies in van de raadgevende commissie, ingesteld zooals bij artikel 24 wordt bepaald.

Cette Commission fixera le prix minimum de la mise en vente.

Deze commissie zal den minimum-prijs van de tekoopstelling vaststellen.

La vente a lieu par adjudication publique. Il peut toutefois être dérogé à cette règle dans des cas exceptionnels, mais seulement de l'avis conforme du séquestre et du Ministère public et éventuellement de la commission consultative, lorsque les biens et intérêts ont une valeur supérieure à 50,000 francs, ainsi qu'il est dit ci-dessus.

De verkoop heeft plaats bij openbare toewijzing. Er kan echter van dezen regel afgeweken worden in uitzonderlijke gevallen, doch alleen op eensluidend advies van bewaarder en Openbaar Ministerie en, desvoorkomend, van de raadgevende commissie, wanneer de goederen en belangen meer dan 50,000 frank waarde hebben, zooals hierboven is gezegd.

ART. 11.

ART. 11.

Le Ministère public peut interjeter

Het Openbaar Ministerie kan in

Amendements
proposés par la Section centrale.

Amendementen voorgesteld door de
Middenafdeeling.

ART. 10.

Comme ci-contre, sauf :

I. — A remplacer les mots :
« du lieu de la séquestration » par
» *compétent pour prononcer la mise*
» *sous séquestre* ».

II. — A remplacer l'alinéa par :
« *Le président peut fixer le prix*
» *minimum de mise en vente après*
» *avoir ordonné toutes mesures d'ex-*
» *pertise qu'il jugera convenir* ».

Alinéa à supprimer.

Supprimer la fin de l'alinéa à par-
tir des mots : « et éventuellement... ».

ART. 11.

Comme ci-contre.

ART. 10.

Zooals hiernevens, mits :

I. — Vervanging van de woor-
den : « van de plaats der in-bewaar-
derhand-stelling » door « *bevoegd om*
» *de in-bewaarderhand-stelling uit te*
» *spreken* ».

II. — Vervanging van de alinea
door dezen tekst :

« *De voorzitter kan den mini-*
» *mumprijs van de tekoopstelling*
» *bepalen na al de maatregelen van*
» *schatting, welke hij gepast acht, te*
» *hebben bevolen* ».

Deze alinea te doen wegvallen.

Het slot van de alinea te doen
wegvallen vanaf de woorden : « en,
desvoorkomend... »

ART. 11.

Zooals hiernevens.

Texte du projet de loi.

appel de l'ordonnance rendue par le président.

L'appel est suspensif.

Il sera recevable abstraction faite de toute évaluation et soumis aux règles de la procédure en matière de référés civils.

ART. 12.

La liquidation s'opère, conformément aux prescriptions de l'ordonnance, par les soins du séquestre.

Le président peut, s'il le juge utile, lui adjoindre un ou plusieurs liquidateurs.

ART. 13.

Les dispositions de la présente loi sont applicables aux demandes de liquidation introduites par application de l'arrêté-loi du 10 novembre 1918 et de l'arrêté royal du 18 avril 1919.

ART. 14.

L'Etat peut, jusqu'au moment de la vente, notifier au séquestre qu'il entend retenir tout ou partie des biens, droits et intérêts placés sous séquestre.

Le séquestre des biens, droits et intérêts passe, dans ce cas, immédiatement à l'administration des domaines qui est substituée aux droits et obligations du séquestre nommé par le président du tribunal.

Tekst van het wetsontwerp.

beroep komen van het door den voorzitter verleende bevelschrift.

Het beroep is schorsend.

Het is ontvankelijk afgezien van elke begrooting en onderworpen aan de regelen der rechtspleging in zake burgerlijke kortgedingen.

ART. 12.

De vereffening wordt, overeenkomstig de voorschriften van het bevelschrift, door het toedoen van den bewaarder gedaan.

De voorzitter kan dezen een of meer vereffenaars toevoegen, zoo hij het oorbaar acht.

ART. 13.

De bepalingen van deze wet zijn toepasselijk op de aanvragen tot vereffening ingediend bij toepassing van het besluit-wet van 10 November 1918 en van het koninklijk besluit van 18 April 1919.

ART. 14.

De Staat kan, tot op het oogenblik van den verkoop, den bewaarder be teekenen dat het in zijne bedoeling ligt de in bewaarderhand gestelde goederen, rechten en belangen geheel of gedeeltelijk te weerhouden.

De bewaring der goederen, rechten en belangen gaat in dit geval onmiddellijk over tot het beheer der domeinen, dat de rechten en verplichtingen van den door den voorzitter der rechtbank benoemden bewaarder overneemt.

Amendements
proposés par la Section centrale.

—

ART. 12.

Comme ci-contre, sauf à modifier l'alinéa 2 comme suit :

« Le président peut, s'il le juge » utile, lui adjoindre un ou plu- » sieurs *séquestres* ».

ART. 13.

Comme ci-contre.

ART. 14.

Comme ci-contre, sauf à ajouter au 2^e alinéa, après le mot : « intérêts », le mot : « *retenus* ».

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

—

ART. 12.

Zooals hiernevens, mits lid 2 wordt gewijzigd als volgt :

« De voorzitter kan, indien hij het geraden acht, hem een of meer *bewaarders* toevoegen. »

ART. 13.

Zoeals hiernevens.

ART. 14.

Zooals hiernevens, mits invoeging, in het 2^{de} lid, van het woord : « *weerhouden* » vóór het woord : « *goederen* ».

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 15.

Dans le cas où l'Etat désirerait acquérir tout ou partie des biens, droits et intérêts placés sous séquestre, l'administration des domaines en fait la notification au Procureur du Roi.

Ces biens, droits et intérêts sont alors portés en compte à l'Etat au prix minimum fixé par la commission consultative.

ART. 16.

L'administration des domaines, qui a exercé au compte de l'Etat le droit dont il s'agit à l'article 15, a la faculté de rétrocéder sans frais et à l'amiable aux provinces, aux communes et aux établissements publics, les biens ainsi acquis.

ART. 17.

Seront prélevés sur le produit de la liquidation, même si celle-ci a été faite antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi :

1° Les frais de séquestre et de liquidation.

2° Les sommes nécessaires pour attribuer aux descendants belges des ressortissants allemands dont les biens ont été liquidés, une indemnité proportionnée à la part successorale qui leur revient ou qui leur reviendrait, en cas d'ouverture de la succession, dans le produit des biens liquidés.

ART. 15.

Ingeval de Staat de in bewaarderhand gestelde goederen, rechten en belangen geheel of gedeeltelijk mocht willen aanwerven, geeft het beheer van de domeinen daarvan kennis aan den Procureur des Konings.

Deze goederen, rechten en belangen worden alsdan den Staat in rekening gebracht tegen den minimumprijs, bepaald door de raadgevende commissie.

ART. 16.

Het beheer van de domeinen, dat voor rekening van den Staat het recht heeft uitgeoefend, waarvan sprake is in artikel 15, is gerechtigd om de alzo aangeworven goederen zonder kosten en in der minne weder over te dragen aan de provinciën, gemeenten en openbare instellingen.

ART. 17.

Van de opbrengst der vereffening, zelfs zoo deze geschiedde vóór het van kracht worden van deze wet, worden afgehouden :

1° De kosten van in-bewaarderhandstelling en vereffening ;

2° De noodige sommen tot toekenning, aan de Belgische afstammelingen der Duitsche onderhoorigen wier goederen vereffend werden, van eene vergoeding geëvenredigd aan het deel van de nalatenschap dat hun toekomt of hun toekomen zou, in geval van openvallen der nalatenschap, in de opbrengst van de vereffende goederen.

Amendements
proposés par la Section centrale.

ART. 15.

Comme ci-contre, sauf à modifier l'alinéa 2 comme suit :

« Ces biens, droits et intérêts »
» sont alors portés en compte à »
» l'État au prix qui sera déterminé »
» par un ou plusieurs experts à »
» désigner par le président du tri- »
» bunal. »

ART. 16.

Comme ci-contre.

ART. 17.

Comme ci-contre.

Comme ci-contre.

2° Intercaler après « ressortissants allemands » les mots : « ou aux descendants d'allemands ayant servi avec honneur dans les armées belges, alliées ou associées, dont les biens de leurs auteurs ont été liquidés »...

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 15.

Zooals hiernevens, mits lid 2 wordt gewijzigd als volgt :

« Die goederen, rechten en belangen »
» worden alsdan den Staat in rekening »
» gebracht tegen den prijs bepaald door »
» een of meer deskundigen, te benoemen »
» door den voorzitter der rechtbank. »

ART. 16.

Zooals hiernevens.

ART. 17.

Zooals hiernevens.

Zooals hiernevens.

2° Na de woorden : « Deutsche onderhoorigen » in te voegen de woorden : « of aan de afstammelingen van Duitschers, die vol eer hebben gediend in de Belgische, geallieerde of geassocieerde legers en van wie de goederen hunner ouders werden vereffend »...

Texte du projet de loi.

—
Cette disposition est applicable aux héritiers en ligne directe de nationalité alliée ou associée, à charge de réciprocité.

Si, dans les cas visés au 2° du présent article, il y a désaccord entre les liquidateurs et les ayant-droits, le président qui a rendu l'ordonnance de liquidation statue en dernier ressort

Tekst van het wetsontwerp.

—
Deze bepaling is van toepassing op de erfgenamen in de rechte linie behoorende tot de nationaliteit van een geallieerd of geassocieerd land, mits wederkeerigheid.

Zoo, in de bij n° 2° van dit artikel bedoelde gevallen, de vereffenaars en de rechthebbenden het niet eens zijn, doet de voorzitter, die het bevelschrift tot vereffening heeft gegeven, in hoog-

Amendements
proposés par la Section Centrale.

Comme ci-contre.

Ajouter un alinéa ainsi conçu :

3^o *Les sommes nécessaires pour attribuer aux femmes mariées, ayant perdu leur nationalité d'origine belge, alliée, ou associée uniquement par l'effet d'un mariage antérieur au 4 août 1914, une indemnité proportionnelle à la part qui leur revient ou leur reviendrait, en cas de dissolution du mariage, dans le produit des biens liquidés. Toutefois cette indemnité ne leur sera remise que lorsqu'elles recouvreront la nationalité belge.*

ART. 17bis.

Intercaler un article 17bis ainsi rédigé :

A l'expiration de leur mandat, les séquestres et les liquidateurs rendent compte de leur gestion au ministère public près le tribunal qui les a commis.

En cas de désaccord, le président de ce tribunal statue en dernier ressort sur requête de la partie la plus diligente. Si le séquestre est inscrit au tableau de l'ordre des avocats, le président pourra au préalable réclamer l'avis du Conseil de Discipline.

Comme ci-contre.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

Zooals hiernevens.

Een lid toe te voegen, luidende :

3^o *De noodige sommen tot toekening, aan de gehuwde vrouwen die hunne Belgische, geallieerde of geassocieerde nationaliteit hebben verloren alleen ten gevolge van een huwelijk aangegaan vóór 4 Augustus 1914, van eene vergoeding geëvenredigd aan het aandeel dat haar, bij de ontbinding van het huwelijk, toekomt of mocht toekomen in de opbrengst van vereffende goederen. Deze vergoeding wordt haar alleen dan uitbetaald wanneer zij de Belgische nationaliteit opnieuw verkrijgen.*

ART. 17bis.

Een artikel 17bis in te voegen, luidende :

Bij het vervallen van hunne opdracht doen de bewaarders en de vereffenaars verantwoording van hun beheer aan het openbaar ministerie der rechtbank die hen heeft aangesteld.

Is er geschil, dan doet de voorzitter dezer rechtbank uitspraak in hoogsten aanleg op verzoek der meest gereede partij. Ingeval de bewaarder op de tabel van de orde der advocaten is ingeschreven, kan de voorzitter het advies van den Tucht-raad voorafgaandelijk inwinnen.

Zooals hiernevens.

Texte du projet de loi.

sur requête, après avoir pris l'avis du Ministère Public.

ART. 18.

Le solde net de la liquidation est versé au Trésor pour recevoir l'affectation prévue par l'article 297, littéra h) du Traité de Versailles.

ART. 19.

Les frais de séquestre et de liquidation des entreprises dont l'actif serait insuffisant à les couvrir, ainsi que les frais généraux de contrôle de l'administration des séquestres, sont prélevés sur la masse des biens liquidés versée au Trésor conformément à l'article 18.

ART. 20.

Le contrôle des séquestres est exercé par le Ministère public qui peut requérir telles expertises que de droit.

Il peut être assisté, dans l'accomplissement de sa mission, d'un ou plusieurs fonctionnaires des domaines désignés par le Ministère des Finances à la demande du Procureur Général.

Ces fonctionnaires pourront être chargés de dresser, à l'intervention des séquestres, les actes relatifs à la liquidation.

Tekst van het wetsontwerp.

sten aanleg uitspraak op verzoek, na het advies van het Openbaar Ministerie te hebben ingewonnen.

ART. 18.

Het zuiver saldo van de vereffening wordt in de Schatkist gestort om te worden bestemd zooals voorzien is bij artikel 297, littera h) van het Verdrag van Versailles.

ART 19.

De kosten van in-bewaarderhandstelling en vereffening der ondernemingen, waarvan het actief ontoereikend mocht zijn om deze te dekken, alsmede de algemeene toezichtskosten van het beheer der bewaarders, worden afgetrokken van den boedel der vereffende goederen, overeenkomstig artikel 18 in de Schatkist gestort.

ART. 20.

De controle over de in-bewaarderhandstellingen wordt uitgeoefend door het Openbaar Ministerie, dat zoodanige deskundige onderzoekingen als naar rechten kan vorderen.

Het kan, bij het volbrengen zijner taak, bijgestaan worden door een of meer ambtenaren van de domeinen, aangewezen door den Minister van Financiën op verzoek van den Procureur-Generaal.

Deze ambtenaren kunnen worden gelast, de akten rakende de vereffening, met de tusschenkomst van de bewaarders, op te maken.

Amendements
proposés par la Section Centrale.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 18.

Comme ci-contre.

ART. 18.

Zooals hiernevens.

ART. 19.

Comme ci-contre.

ART. 19.

Zooals hiernevens.

ART. 20.

Comme ci-contre.

ART. 20.

Zooals hiernevens.

Comme ci-contre.

Zooals hiernevens.

« Ces fonctionnaires ont qualité pour dresser à l'intervention des séquestres les actes relatifs à la liquidation ».

« Deze ambtenaren zijn bevoegd om, met de tusschenkomst van de bewaarders, de akten betreffende de verffening op te maken. »

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 21.

ART. 21.

Il est institué au siège de chaque Cour d'Appel, une Commission consultative présidée par le Procureur Général près la Cour d'Appel et dont les membres sont nommés par le Roi, sur une liste double présentée par ce magistrat.

Ten zetel van elk Hof van beroep wordt eene commissie voor advies ingesteld, voorgezeten door den Procureur Generaal bij het Hof van beroep en waarvan de leden worden benoemd door den Koning op een dubbele lijst ingediend door dezen magistrat.

Un arrêté royal fixe le nombre des membres de ces Commissions consultatives, règle le fonctionnement de celles-ci et détermine les indemnités à allouer à leurs membres et à leur personnel.

Een koninklijk besluit bepaalt het aantal leden dezer commissiën voor advies, regelt dezer werking en bepaalt de aan hare leden en personeel toe te kennen vergoedingen.

Le Roi peut prendre toutes autres dispositions propres à assurer l'exécution de la présente loi.

De Koning kan alle andere gepaste beschikkingen treffen, tot de zekere uitvoering van deze wet.

ART. 22.

ART. 22.

Sont valables, tous actes de gestion et de disposition accomplis de l'assentiment du Ministre des Affaires Economiques avant la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, au bénéfice de ressortissants belges, alliés, associés ou neutres.

Zijn geldig alle handelingen van beheer en van beschikking, met toestemming van den Minister van Economische Zaken verricht vóór den datum van het in werking treden van deze wet, ten voordeele van Belgische, geallieerde, geassocieerde of onzijdige onderhoorigen.

Par dérogation à l'article 10 de la présente loi, le Ministre des Affaires Economiques peut, après avoir pris l'avis de la commission consultative, autoriser la cession, à des ressortissants belges, des actions, obligations ou autres valeurs mobilières des sociétés visées au paragraphe 10 de l'annexe à la Section IV de la partie X du Traité de Versailles.

Met afwijking van artikel 10 dezer wet, kan de Minister van Economische Zaken, na het advies van de raadgevende commissie te hebben ingewonnen, de overlating aan Belgische onderhoorigen toestaan van aandeelen, schuldbrieven of andere roerende waarden der vennootschappen, bij paragraaf 10 der bijlage van Afdeling IV, deel X, van het Verdrag van Versailles bedoeld.

Amendements
proposés par la Section centrale.

ART. 21.

Article à supprimer.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

ART. 21.

Dit artikel te doen wegvallen.

ART. 22.

Comme ci-contre.

ART. 22.

Zoals hiernevens.

Remplacer les mots : « de la Com
» mission consultative » par les mots :
« du président du tribunal et du
» séquestre. »

De woorden : « van de raadgeven-
de Commissie » te vervangen door de
woorden : « van den voorzitter der
rechtbank en van den bewaarder ».

Texte du projet de loi.

Tekst van het wetsontwerp.

ART. 23.

Les dispositions de la présente loi seront applicables aux biens, droits et intérêts appartenant à des ressortissants de nations ennemies ou de nations alliées à l'Allemagne, si les traités conclus ou à conclure avec ces nations accordent au Gouvernement belge des droits analogues à ceux que consacre la Section IV de la partie X du Traité de Versailles.

ART. 23.

De beschikkingen van deze wet zullen toepasselijk zijn op de goederen, rechten en aandeelen toebehorende aan onderhooriger van vijandelijke of van met Duitschland verbonden natiën, zoo de met deze natiën gesloten of te sluiten verdragen aan de Belgische Regeering gelijke rechten verleen en aan die welke Afdeeling IV van deel X van het Verdrag van Versailles vastlegt.

Amendements
proposés par la section centrale.

—
Ajouter un alinéa ainsi conçu :

« *Le Roi peut prendre toutes les
mesures propres à assurer l'exé-
cution de cette disposition.* »

ART. 23.

Article à supprimer.

Amendementen
voorgesteld door de Middenafdeeling.

—
Een lid toe te voegen, luidende :

« *De Koning kan al de maatregelen
treffen, welke geschikt zijn om
de uitvoering dezer bepaling te
verzekeren.* »

ART. 23.

Dit artikel te doen wegvallen.

